INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 310 - MARS 2020

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 310

Viandes bovines
- Jeunes bovins
  - France
    - Incertitude face au marché italien
  - Europe
    - Sous la menace du Covid-19
- Femelles
  - France
    - Léger mieux sur les prix
  - Europe
    - Hausse des prix, la Pologne à la traîne
- Maigre
  - Les prix progressent peu malgré l'offre limitée
- Veaux de boucherie
  - Des signaux positifs mais aussi des incertitudes
- Veaux nourrissons
  - L'embellie se fait toujours attendre

Lait de vache
- Croissance modérée en 2020, mais des menaces sur l'équilibre des marchés !
- Collecte laitière
  - Une dynamique fragile dans les principaux bassins exportateurs
  - Une collecte européenne en hausse sous la menace du Coronavirus
- Marché des produits laitiers
  - Déjà affectés par la pandémie de Covid-19

Viande ovine
- France
  - La cotation de l'agneau français a entamé sa remontée saisonnière
- UE et monde
  - L'offre mondiale continue de baisser

Lait de chèvre et viande
- Une collecte en hausse, malgré tout insuffisante

Une filière caprine néerlandaise conquérante mais rattrapée par les problématiques sanitaires et environnementales

Le Covid-19 bouleverse le marché des viandes

Le marché des viandes bovines en Europe est chamboulé par les mesures drastiques de lutte contre l'épidémie de Covid-19 (fermeture des écoles dans au moins 17 États membres, fermeture des restaurants en France, en Italie, en Belgique…). La consommation se fera pour quelques semaines quasi-exclusivement à la maison, ce qui modifiera les circuits d'approvisionnement et privilégiera les viandes nationales. La viande rouge polonaise et le veau néerlandais perdent ainsi un débouché considérable, notamment en Italie.

Le transport des animaux vivants ne subit aucune restriction règlementaire, le secteur alimentaire étant considéré comme primordial. Toutefois, l'incertitude qui règne dans cette situation inédite complique grandement la tâche des opérateurs commerciaux.

Viandes bovines » Jeunes bovins » France »

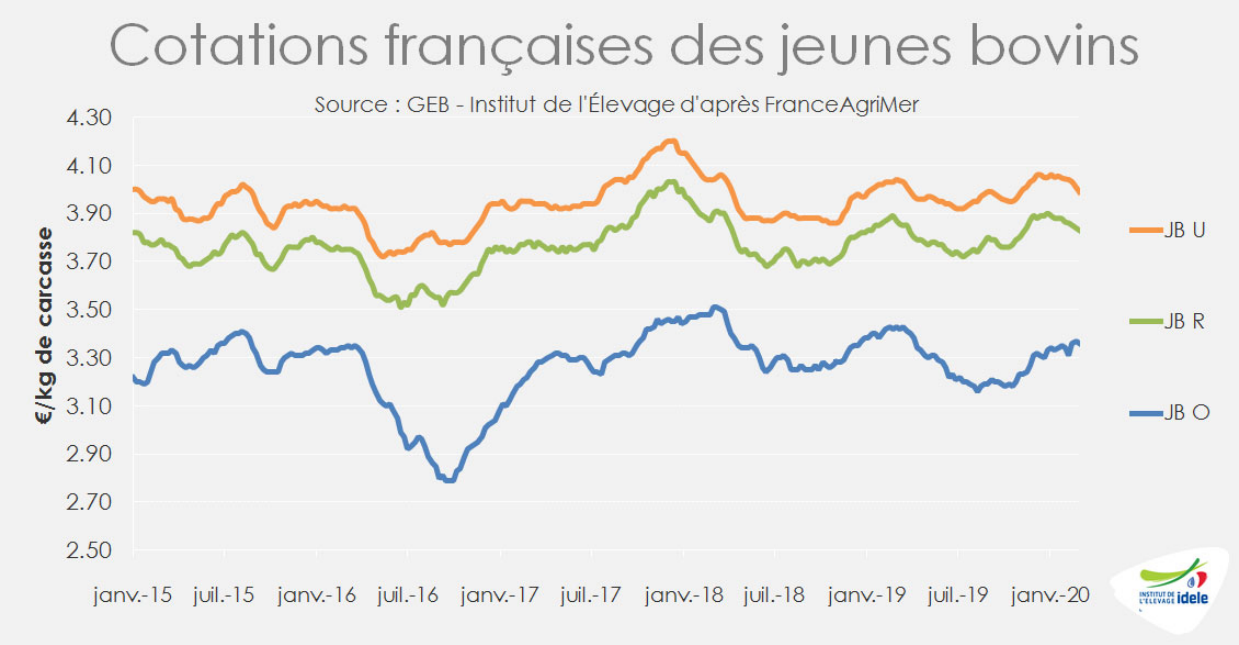
Incertitude face au marché italien

La baisse saisonnière des cours des JB s'est accélérée. Les difficultés actuelles sur le marché italien compliquent la donne alors que les sorties en France pourraient être légèrement supérieures au bas niveau de l'an dernier.

Baisse saisonnière prononcée pour les cours des JB de type viande

Les cours des JB de type viande, qui avaient démarré l'année à un niveau intermédiaire entre 2019 et 2018, ont décroché depuis fin février. La cotation du JB U a perdu 4 centimes en 2 semaines, passant sous la barre des 4 euros, à 3,99 €/kg de carcasse début mars (-1% /2019 et -1% /2018). Le JB R a perdu 2 centimes dans le même temps, s'établissant à 3,83 €/kg (-1% /2019 et -2% /2018).

Les cours des JB laitiers restent bas et ne profitent pas de la remontée de ceux des vaches (voir l'article sur les vaches en France). Le JB O cotait 3,36 €/kg début mars (-2% /2019 et -4% /2018).



Les abattages encore modérés pour l'instant

Sur les 5 dernières semaines connues (n°6 à 10), les abattages de JB de type viande et croisés restaient en retrait de 1% par rapport à 2019 et ceux de JB de type lait de 4% d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev.

Mais l'offre à sortir en races à viande dans les mois qui viennent sera en légère hausse par rapport au très faible niveau de l'an dernier, affecté par la baisse des naissances de l'automne 2017. Au 1er février, la BDNI enregistrait une hausse de 9 000 têtes pour les mâles de 18-24 mois de type viande et croisés et de 16 000 têtes pour les mâles de 12 à 18 mois. L'engraissement de JB laitiers poursuit sa baisse. Les mâles de type lait au 1er février étaient toujours moins nombreux que l'an dernier (-2 000 pour les 18-24 mois et -6 000 pour les 12-18 mois).

Incertitude sur les marchés export

Le marché italien est actuellement très perturbé par la fermeture des restaurants, l'interdiction des déplacements et la fermeture des écoles ordonnées par décret dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Le secteur de la restauration avait déjà enregistré en moyenne une baisse de chiffre d'affaires de 30% avant le décret du 8 mars d'après une enquête de la Fipe (Fédération de la restauration commerciale et du tourisme). Les commandes de la RHD sont à l'arrêt et la réouverture prévue pour le 25 mars pourrait être encore retardée. La consommation italienne se reporte sur les achats en boucheries et en GMS, mais sur ce segment la viande française n'arrive qu'en complément de la viande issue d'animaux abattus en Italie. Pour plus d'information, lire l'article sur les JB en Europe.

Le débouché allemand pourrait quant à lui fléchir aussi à moyen terme en raison d'un ralentissement probable de l'économie outre-Rhin. La révision à la baisse des prévisions de croissance économique mondiale touchera de plein fouet ce pays très tourné vers l'exportation.

En 2019, la baisse des abattages de jeunes bovins a entrainé logiquement une baisse des exportations françaises de viande bovine réfrigérée et congelée. Celles-ci ont totalisé 211 000 téc sur l'année (-5% / 2018 et – 3% / 2017), dont 68 000 téc vers l'Italie (-7% /2018 et -10% /2017), où la filière polonaise a été particulièrement agressive sur les prix, 45 000 téc vers la Grèce (-2% /2018 et +1% /2017) et 43 000 téc vers l'Allemagne (-7% /2018 et -6% /2017).

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Sous la menace du Covid-19

En Italie, la fermeture de tous les restaurants pour éviter la propagation du coronavirus impacte très fortement le marché de la viande. Les commandes des restaurateurs sont à l'arrêt. La consommation «a casa» est en hausse, mais il est difficile d'y voir clair entre la constitution de stocks de précaution et la consommation réelle. La situation en Italie se répercute sur l'ensemble du marché européen de la viande bovine, certaines origines comme la Pologne voyant leur débouché principal se fermer. A moyen terme, la crise économique qui risque de toucher toute l'Europe pourrait ralentir la consommation.

ITALIE : fermeture de tous les restaurants jusqu'au 25 mars et peut-être plus

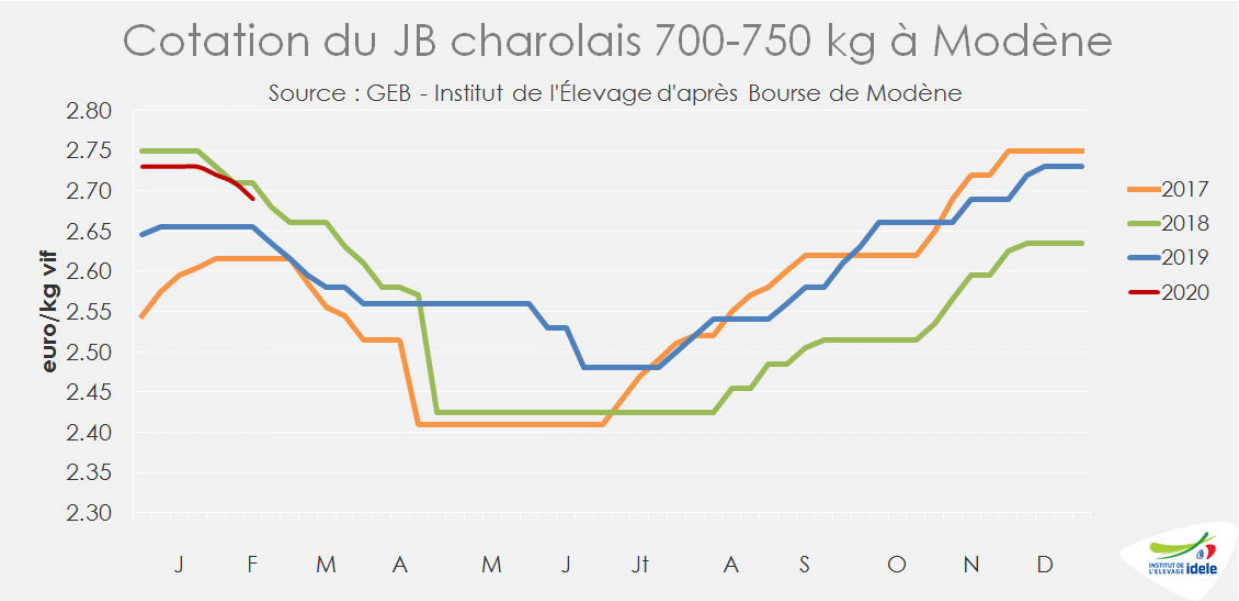
En **Italie**, le décret du 11 mars, qui renforce les mesures pour contenir la propagation de l'épidémie de coronavirus, ordonne la fermeture, entre autres, de tous les restaurants jusqu'au 25 mars, y compris la livraison de plats à domicile. Ce décret fait suite au décret du 8 mars qui avait instauré un couvre-feu à partir de 18h en Lombardie et dans plusieurs provinces du Veneto, d'Emilie Romagne et du Piémont. Celui-ci avait été étendu à tout le pays par le décret du 9 mars appelé *#IoRestoaCasa* (#JeResteàlaMaison). Avant cela, le chiffre d'affaires du secteur de la restauration était déjà en baisse de 30% d'après la Fipe du fait du coup de frein sur le tourisme et de la mise en quarantaine de certaines communes du nord du pays. Résultat, les commandes de tous les grossistes servant la restauration, qui étaient déjà ralenties depuis la mi-février, sont à l'arrêt total depuis la semaine 11. Pour des raisons règlementaires, il est trop tard pour congeler la viande fraîche polonaise déjà en Italie qui était prête à être commercialisée. Cette viande est donc actuellement bradée dans les autres circuits.

Report de consommation sur les achats des ménages

Les restaurants étant fermés et les familles italiennes devant rester à domicile jusqu'au 3 avril en raison de la fermeture des écoles et des universités, les achats en GMS et en boucherie sont en hausse. Mais les premiers chiffres ne permettent pas de faire la part entre la constitution de stocks de précaution et la consommation réelle. Ce report sur la consommation à domicile devrait bénéficier à la viande issue de broutards français engraissés en Italie qui constitue le gros des volumes en grande distribution ainsi qu'aux viandes françaises et irlandaises qui complètent généralement cette offre. Mais les viandes d'autres origines, comme la viande polonaise commercialisée principalement en RHD, risquent de se retrouver bradées ce qui pourraient provoquer une pression générale sur les prix.

Pas de cotation à Modène depuis la semaine 7

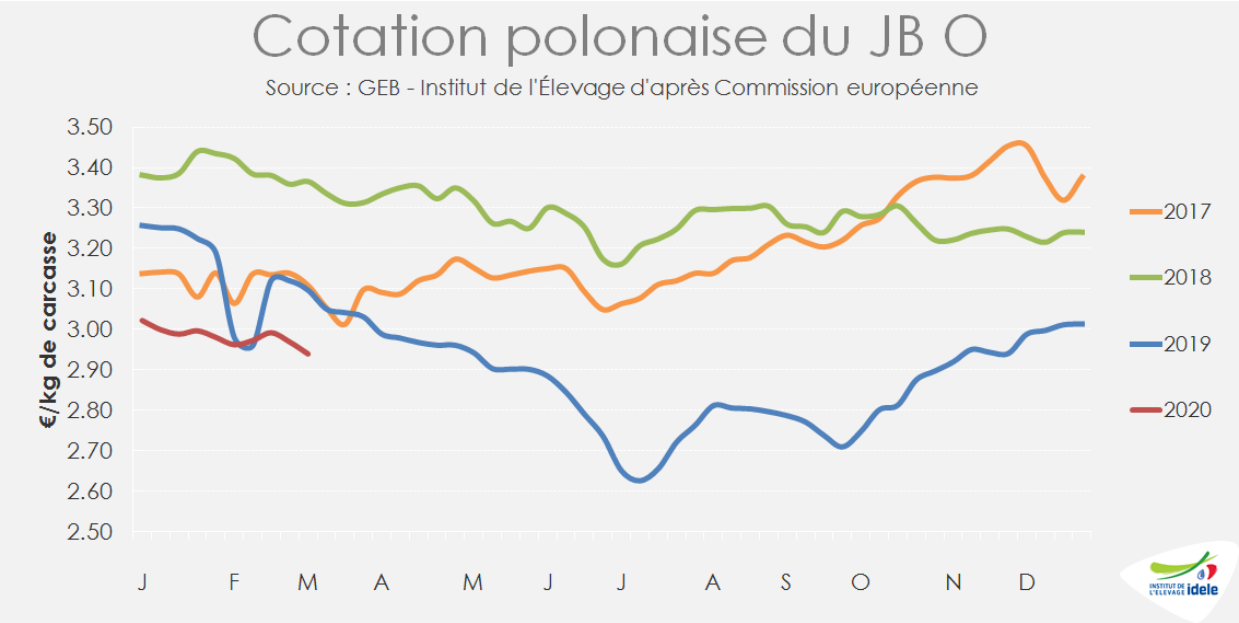
Le pays étant à l'arrêt, cela fait 3 semaines que la bourse de Modène n'a pas publié de cotations. Les dernières en date remontent à la semaine du 11 au 17 février. La baisse saisonnière sur les mâles de races françaises était alors bien amorcée, mais les cotations restaient à de bons niveaux : 2,69 €/kg vif pour les mâles charolais de 700-750 kg (+1% /2019 ; -1% /2018) et 2,83 pour le JB limousin (+1% /2019 et 2018). Les cotations des mâles croisés italiens restaient très en-dessous des niveaux atteints les années précédentes, à 2,39 €/kg vif pour le croisé national de 1ère catégorie (-5% /2019 et -8% /2018). Celles des femelles étaient stables à des niveaux également plus bas que l'an dernier : 2,59 €/kg (-2% /2019 et 2018) pour la Charolaise et 2,89 €/kg pour la Limousine.



POLOGNE : privée du débouché italien

La **Pologne** exporte près de 85% de la viande bovine qu'elle produit et l'Italie constitue la première destination de cette viande, avec 21% des volumes exportés. La viande polonaise sur le marché italien est avant tout destinée au marché de la restauration hors domicile et secondairement à celui de la transformation. Quelques bouchers *low cost* s'approvisionnent en viande polonaise ainsi que de rares petites chaînes de supermarchés dans le sud du pays. La fermeture des restaurants en Italie du 10 mars au 25 mars prive donc cette viande de son principal débouché. Il devrait en résulter des retards d'abattages importants et sans doute de la congélation en Pologne.

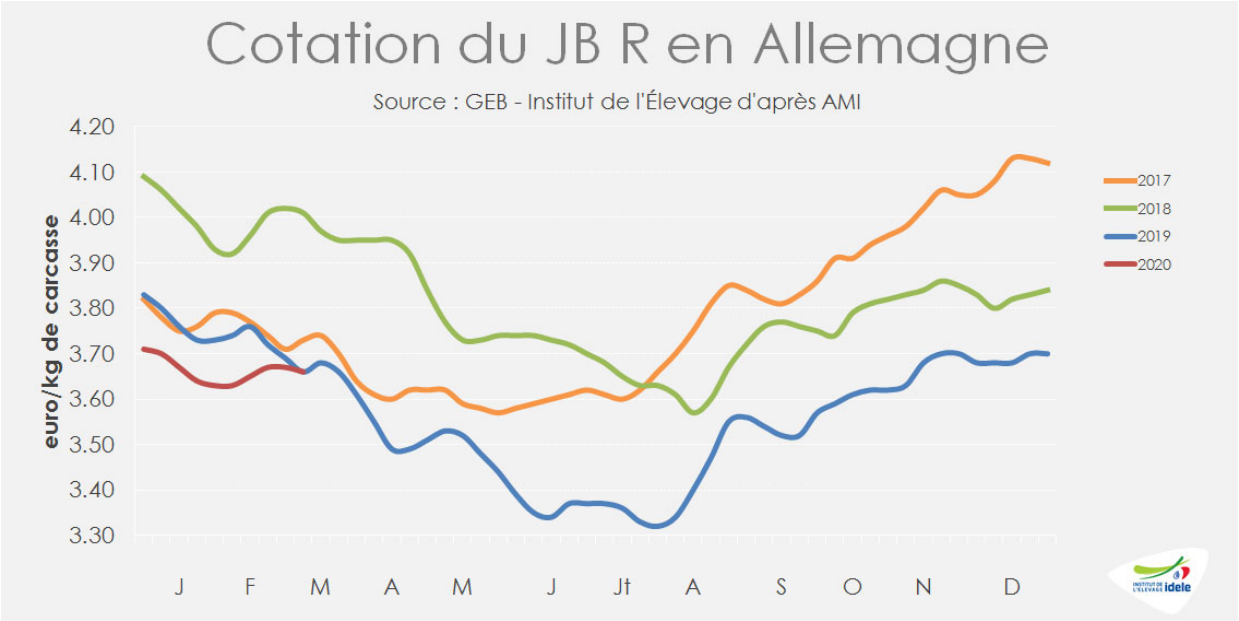
Les cotations polonaises des JB arrêtées au 8 mars avaient déjà perdu 5 centimes en 2 semaines pour tomber 5% sous leur niveau de 2019, à 2,94 €/kg pour le JB O et 3,02 €/kg pour le JB R.



ALLEMAGNE : une pression sur les cours un peu moindre qu'en début d'année

En **Allemagne**, les prix des jeunes bovins sont partis de très bas en début d'année, mais ont regagné quelques centimes en février pour rejoindre leur niveau de 2019. Ils restent toutefois très inférieurs à celui de 2018, à 3,66 €/kg pour le JB R début mars (= /2019 mais -9% /2018). Les experts allemands évoquent une offre actuellement un peu trop fournie par rapport à la demande. La météo printanière déterminera le niveau de consommation dans les prochaines semaines, la saison des barbecues étant primordiale pour le marché de la viande bovine en Allemagne.

Seules la Bavière et la Sarre annonçaient vendredi 13 mars une fermeture des écoles à partir de lundi 16 mars. La ville de Berlin se préparait à le faire également progressivement.



UE : la consommation pourrait être affectée à moyen terme par les effets du coronavirus sur l'économie européenne et mondiale

Il est encore difficile de se prononcer sur les effets de la pandémie de Covid-19 sur le secteur de la viande bovine.Toutefois, à court terme, la fermeture des crèches, écoles et universités dans au moins 18 États membres ainsi que l'arrêt ou la baisse de fréquentation de la restauration commerciale feront chuter drastiquement les volumes commercialisés en RHD, tout en relançant la consommation à domicile. Ceci aura donc un impact fort sur le commerce intra-UE de viande bovine, la consommation à domicile privilégiant les produits nationaux dans la plupart des États membres.

A moyen terme, il paraît probable que le ralentissement économique provoqué par les mesures de confinement et la psychose liée à la maladie aura des effets sur le pouvoir d'achat des consommateurs européens et donc sur la consommation de bœuf.

Viandes bovines » Femelles » France »

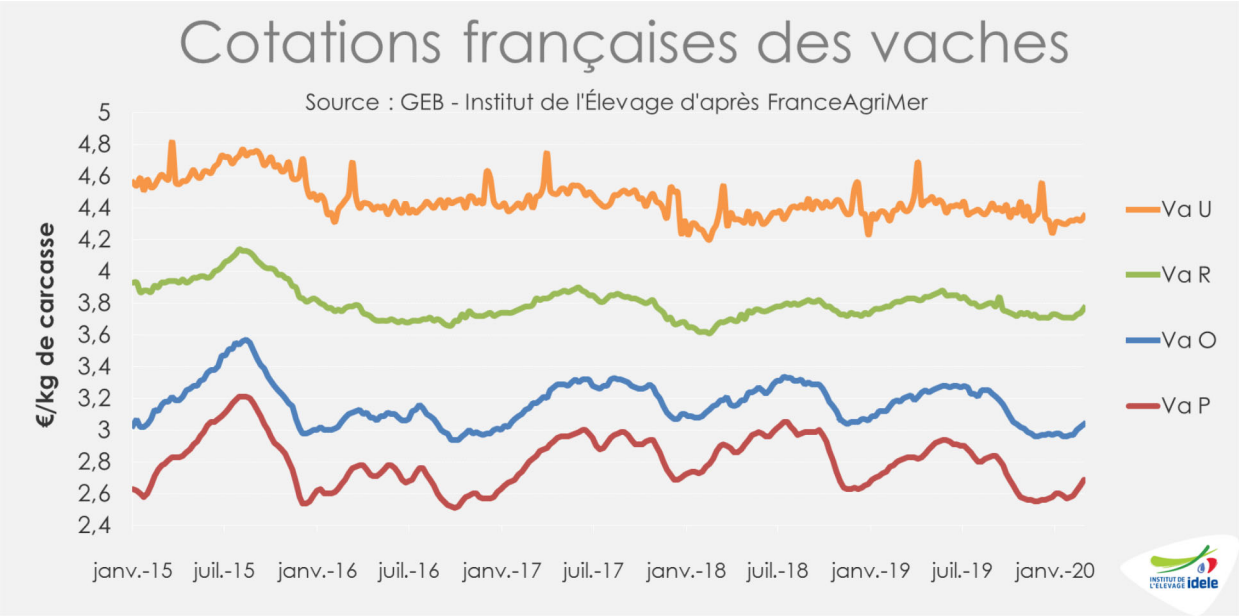
Léger mieux sur les prix

Face à une offre toujours limitée en France comme dans l'UE, les prix des réformes commencent à remonter, notamment pour les femelles les moins conformées. Les importations ont fléchi sur le dernier trimestre, tout comme la consommation.

Les prix se redressent mais restent bas

La hausse des cours presque partout en Europe joue en faveur de la remontée des prix des réformes, notamment pour les animaux les moins bien conformés. Début mars, les cotations des vaches O et P ont respectivement repris 7 et 11 centimes sur les 4 dernières semaines, pour atteindre 3,04 €/kg de carcasse (-4% /2019 et -4% /2018) et 2,69 € (-4% /2019 et -6% /2018). Mais elles partaient de tellement loin qu'elles restent à un niveau historiquement bas, jamais atteint à cette période de l'année depuis 2011.

Les vaches allaitantes voient également leurs prix remonter. La cotation nationale de la vache R s'est appréciée de 6 centimes sur la même période et celle de la vache U de 3 centimes. Les cours se situent entre ceux des deux années précédentes, à respectivement 3,77 €/kg en semaine 10 (-1% /2019 et +3% /2018) et 4,35 €/kg (-2% /2019 et +1% /2018).

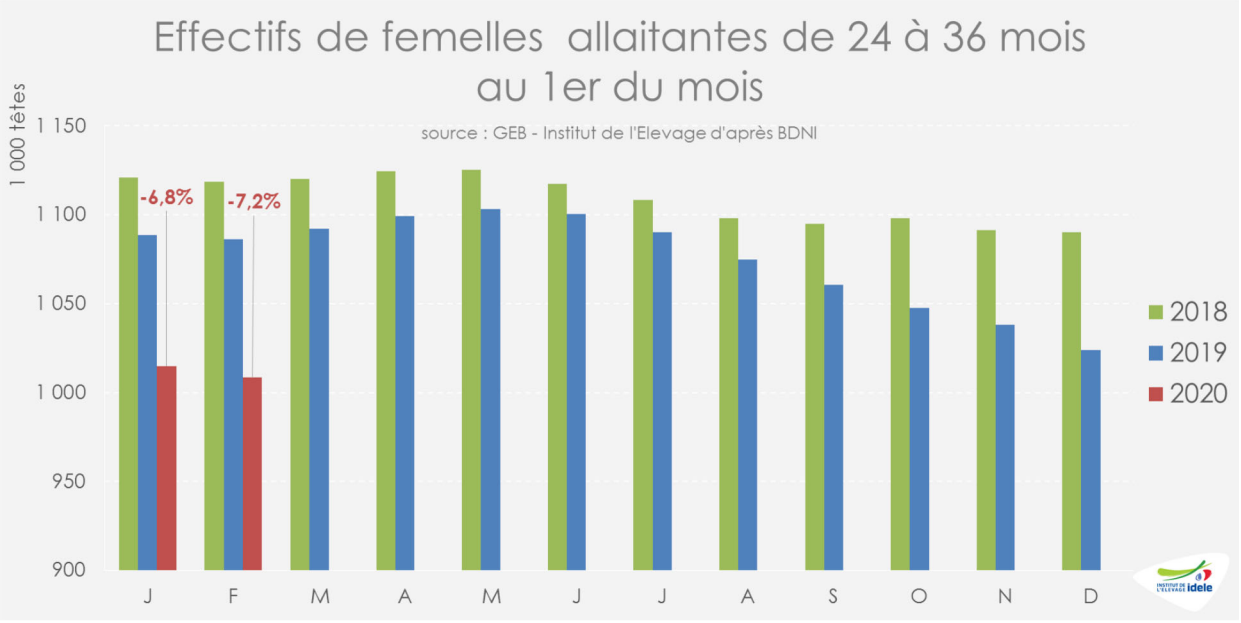


Abattages en hausse limitée

Entre les semaines 6 et 10, les abattages de vaches allaitantes (+2% /2019) comme laitières (+3% /2019) ont progressé d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Ces hausses sont cependant toutes relatives. Début 2019, les abattages de avaient été limités après un afflux de réformes à l'automne 2018 lié à la sécheresse lors de l'été précédent.

Recul des cheptels, en vaches comme de génisses

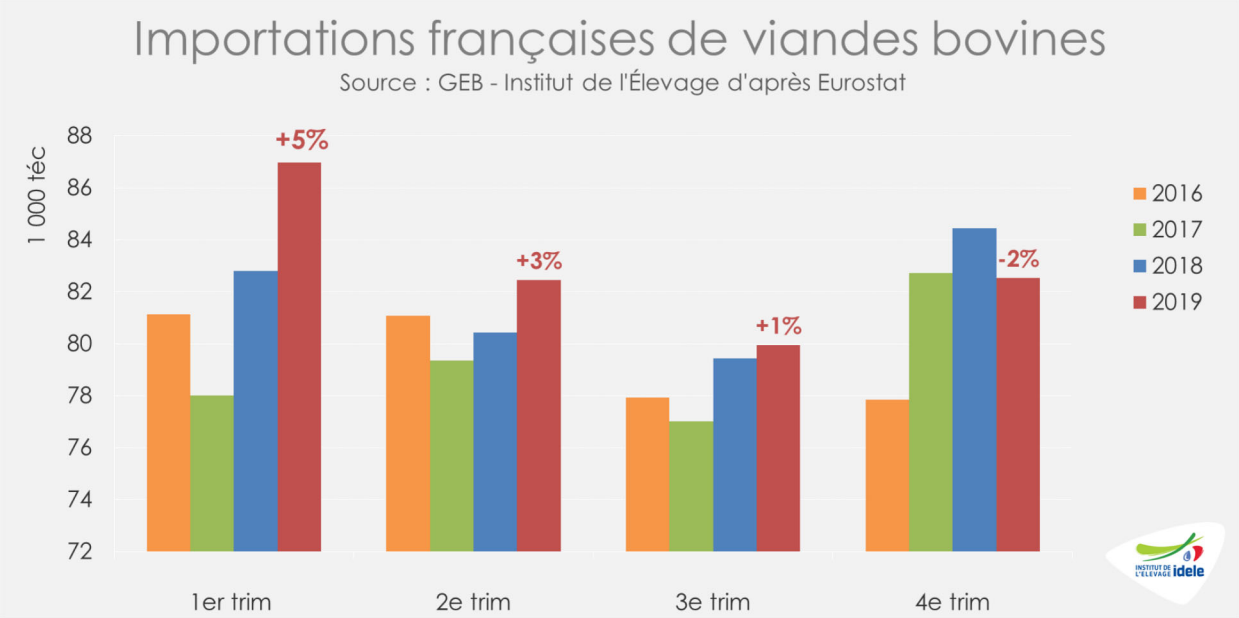
Au 1er février 2020, le cheptel de vaches allaitantes comptait 84 000 têtes de moins qu'un an auparavant et peinait à atteindre 3,838 millions de têtes (-2,1% /2019 contre -2,3% les trois mois précédents). Le rythme de décapitalisation se réduit légèrement mais reste élevé. Et le déficit se creuse pour les femelles allaitantes de 24 à 36 mois. Ainsi, leur effectif national était en retrait de -78 000 têtes (-7,2% /2019) au 1er février contre -74 000 têtes un mois auparavant (-6,8% /2019).



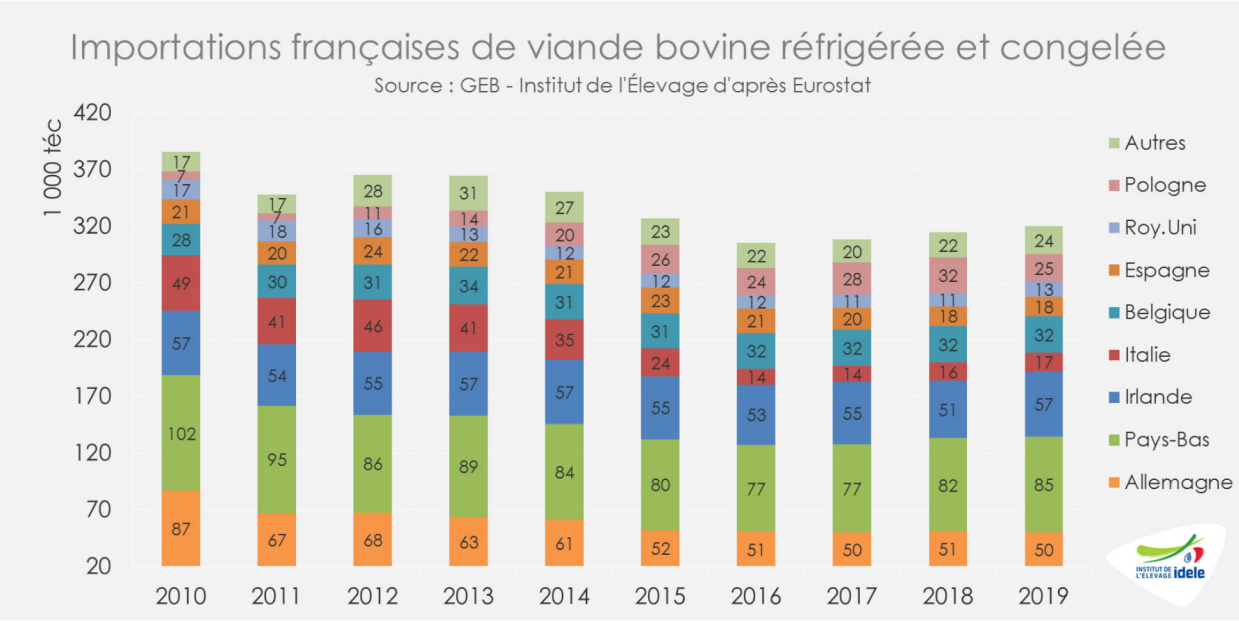
Le constat est le même du côté du cheptel laitier. Le recul des effectifs atteignait -55 000 vaches au 1er février 2020 (-1,5% /2019), soit relativement moins qu'un mois auparavant (-1,6% /2019 au 1er janvier 2020). Dans ce cheptel, le déficit de femelles laitières de 24 à 36 mois progresse également (-66 000 têtes ou -5,6% /2019 au 1er février 2020).

Les importations ont augmenté en 2019 pour la 4ème année consécutive

En décembre 2019, les importations françaises de viandes bovines ont été équivalentes au faible niveau de 2018 (= /2018 ; -4% /2017 ; -2% /2016). Le dernier trimestre a vu les importations hexagonales flancher (-2% /2018) après un début d'année plutôt dynamique.



Sur l'ensemble de l'année 2019, les importations de viande bovine transformée ont sensiblement progressé à 24 600 téc (+6% /2018 et +30% /2017). Celles de viande bovine réfrigérée et congelée ont dépassé les 307 000 téc (+1% /2018 et +3% /2017) sous l'effet d'une hausse des importations de viande réfrigérée (+4% /2018 et +5% /2017, à 211 600 téc), alors que celles de viande congelée reculaient (-5% /2018 et -1% /2017, à 95 700 téc).

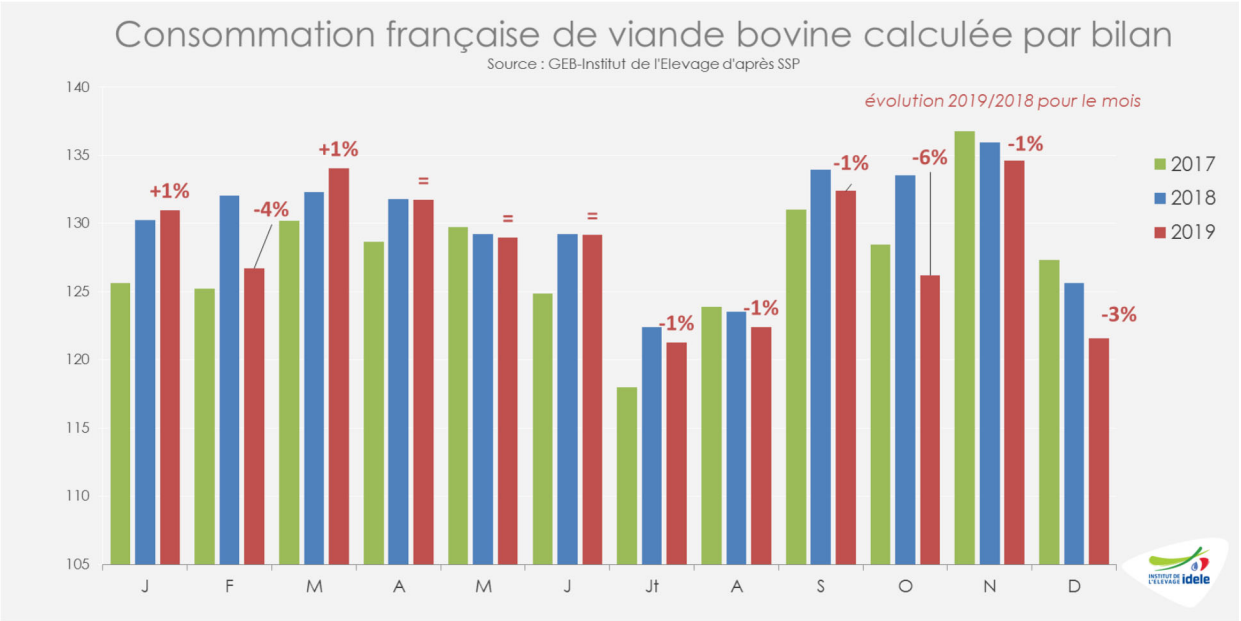


Parmi les fournisseurs du marché hexagonale, la Pologne est la grande perdante avec seulement 24 700 téc de viande réfrigérée et congelée vendues à la France (-22% /2018 et -13% /2017), recul imputé à la baisse de la demande pour cette origine en raison des scandales sanitaires qui ont frappé la filière polonaise. En revanche, l'Irlande est redevenue le second fournisseur du marché français devant l'Allemagne avec près de 57 000 téc (+12% /2018 et +3% /2017).

La consommation a fléchi au dernier trimestre 2019, la pandémie de Covid-19 menace

Calculée par bilan, la consommation de viande bovine en France a de nouveau diminué en décembre (-3% /2018). Sur le dernier trimestre 2019, le disponible consommable a fléchi sensiblement par rapport à celui des années précédentes (-3% /2018 et 2017 ; -1% /2016).

Sur l'année 2019, la consommation nationale de viande bovine, estimée à 1 540 000 téc, se situe presque à mi-chemin entre celle des deux années précédentes (-1,3% /2018 et +0,7% /2017).

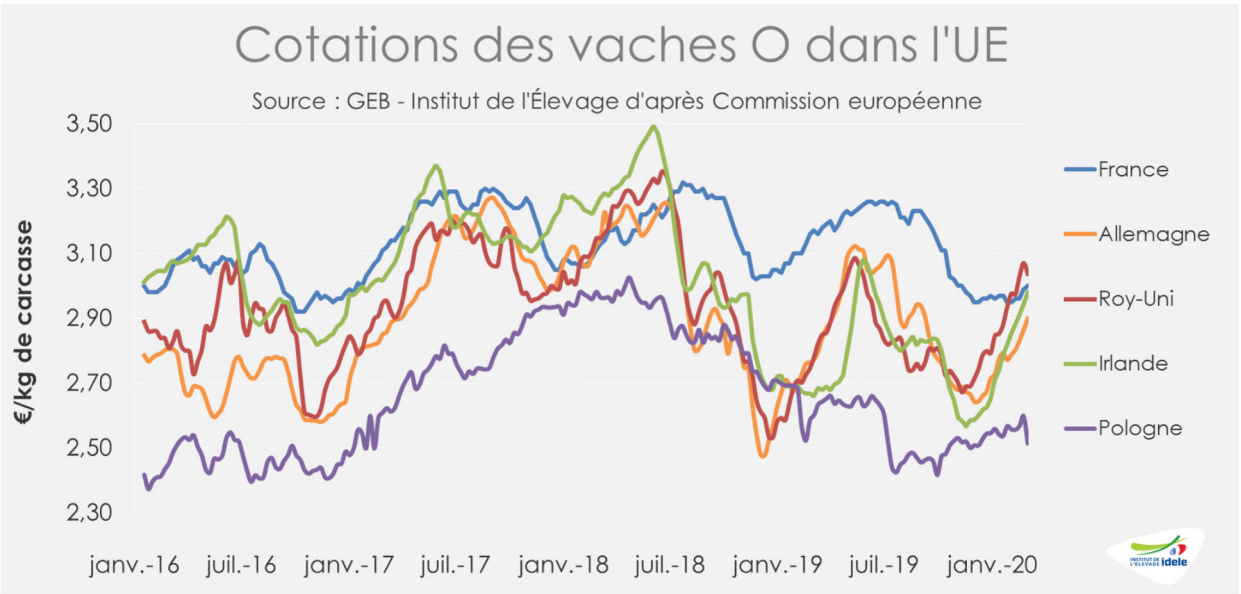


Avec le développement de la pandémie de Covid-19, la mise en place de mesures de restrictions de mouvements et de réunions par les pouvoirs publics français à la mi-mars devraient avoir des effets sur la consommation de viande bovine. Avec la fermeture des restaurants, un report de consommation de la RHD vers les achats des ménages est à prévoir. Certaines usines de transformation font d'ores et déjà état de la hausse de la production de viande hachée congelée, privilégiée en anticipation d'éventuelles périodes de confinement. A moyen terme, le ralentissement économique et la potentielle perte de pouvoir d'achat d'une partie de la population (chômage partiel…) pourraient se répercuter sur la consommation de bœuf.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

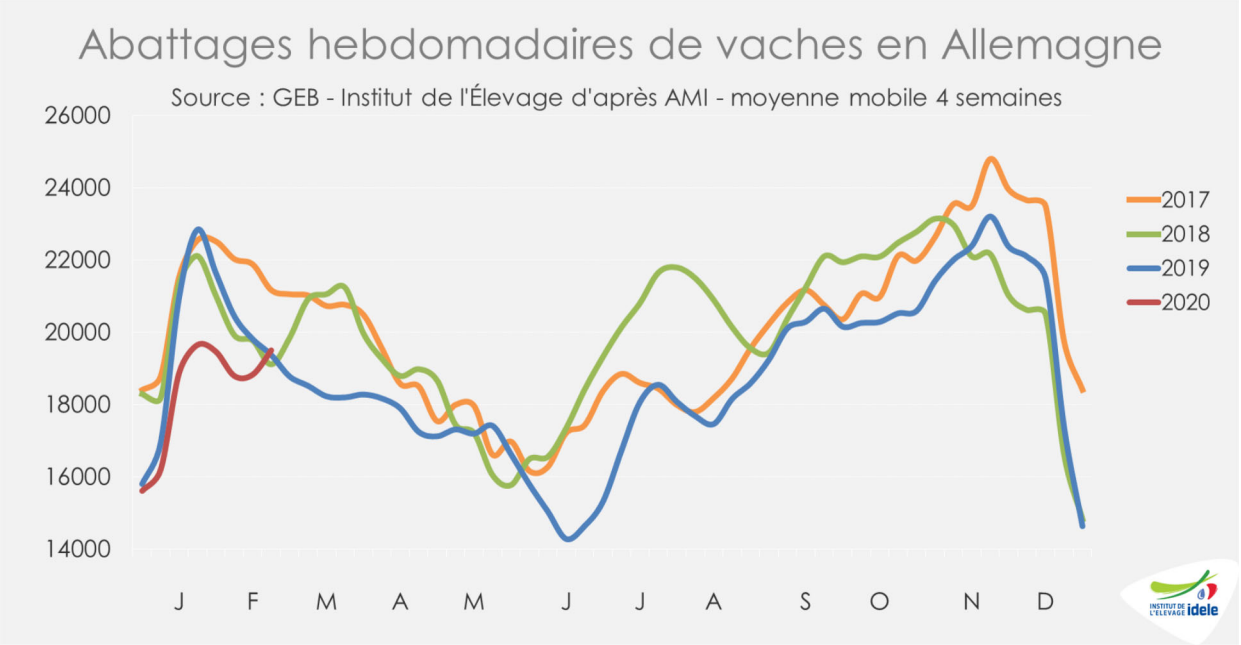
Hausse des prix, la Pologne à la traîne

Les prix poursuivent leur remontée en Irlande, Allemagne et Pays-Bas face à une offre contenue et une demande plus soutenue. C'est aussi le cas au Royaume-Uni malgré la baisse de la livre. Le constat est mitigé en Pologne où les prix restent au plancher.

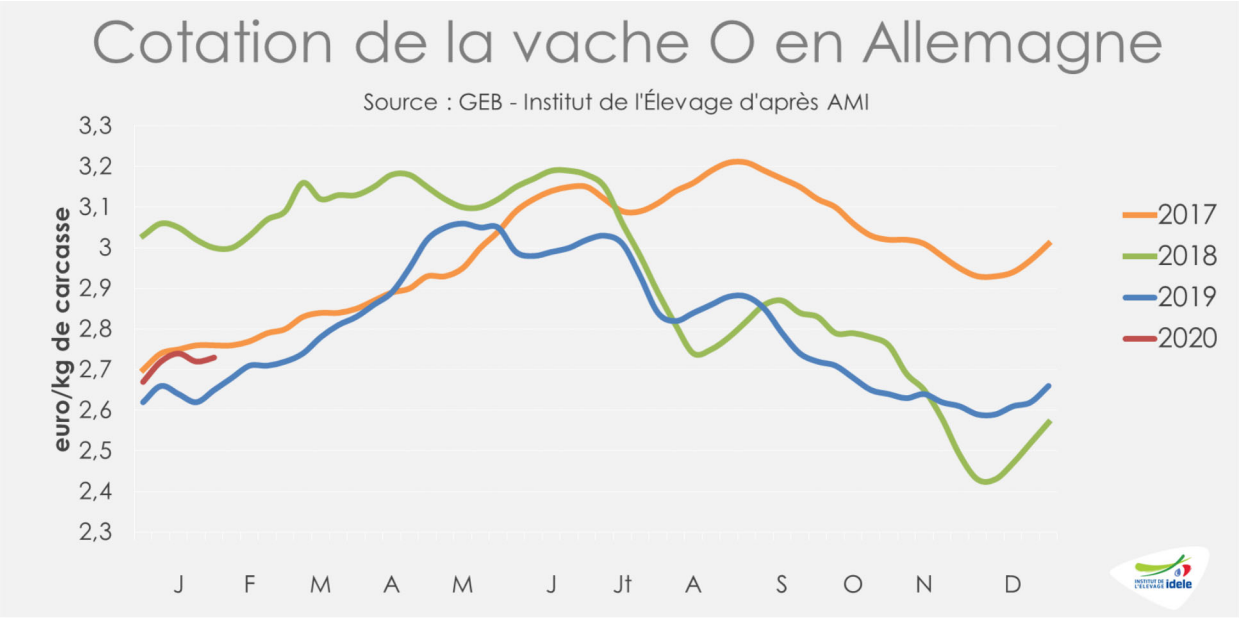


ALLEMAGNE : offre contenue et hausse des prix

En **Allemagne**, l'offre de vaches de réforme reste contenue depuis la fin de l'année 2019 alors que la demande des abattoirs demeure soutenue. Les effectifs de réformes abattues sur les quatre dernières semaines (6 à 9) sont en net retrait (-6% /2019 et -5% /2018) d'après l'indicateur publié par AMI.

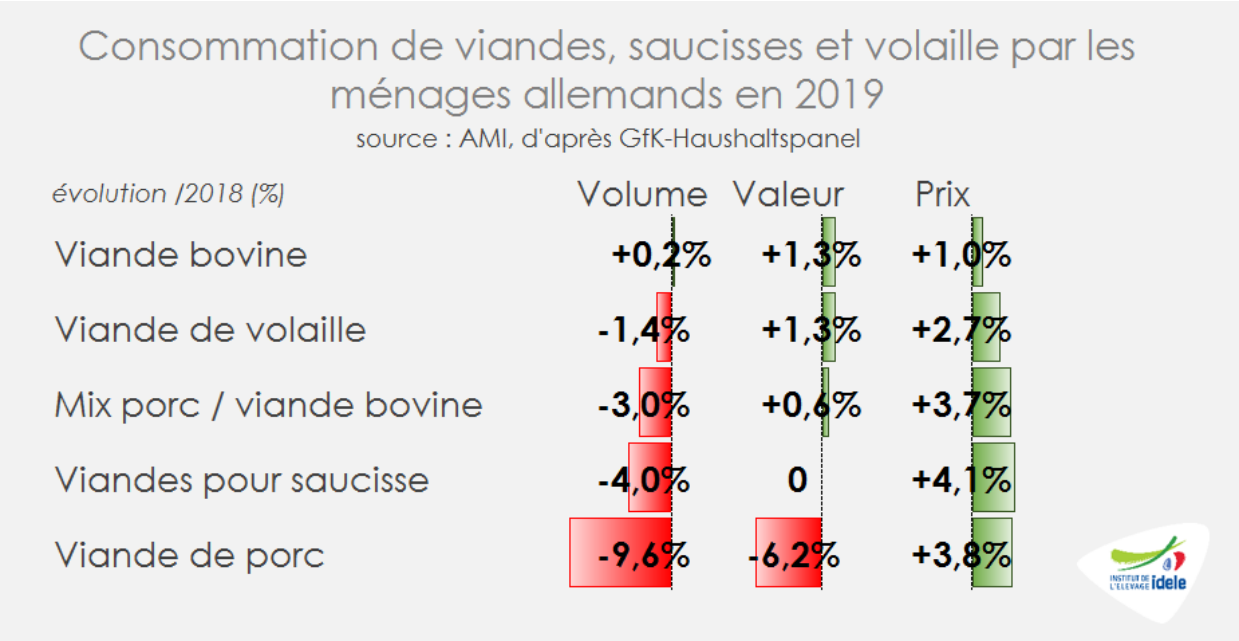


Ce manque d'offre, alors que la viande de vache plutôt bon marché est demandée par les abattoirs pour la transformation dans les mois qui précèdent Pâques, soutient les prix. Ainsi, les cotations allemandes des vaches O et P démarrent mieux l'année qu'en 2019. Elles ont repris 11 centimes en un mois d'après l'agence AMI. La vache O cotait ainsi 2,84 €/kg de carcasse fin février, niveau intermédiaire entre les deux années précédentes (+4% /2019 et -8% /2018). La vache P cotait 2,34 €/kg (+8% /2019 et -6% /2018).



D'après les experts d'AMI, les prix des réformes devraient continuer d'augmenter en mars d'autant plus que l'offre ne devrait pas progresser de manière significative.

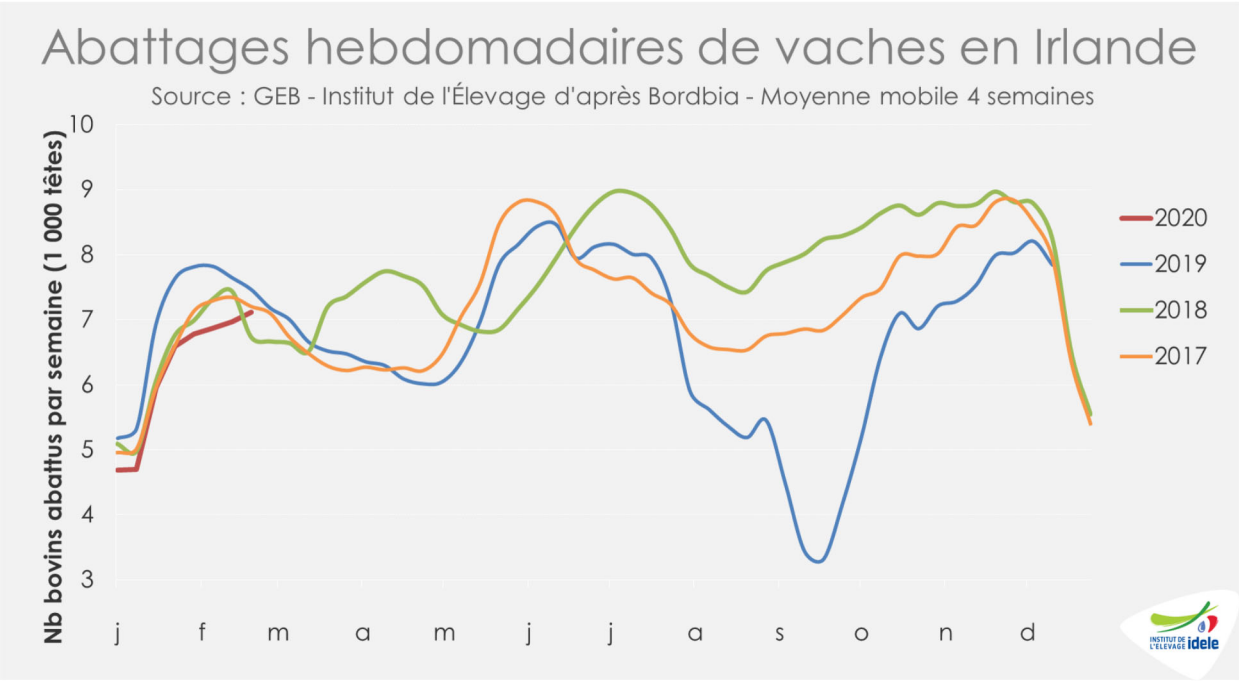
Si la consommation de viande de réforme bénéficie notamment de la demande en haché en ce début d'année, la situation reste contrastée. En 2019, les ménages allemands ont acheté beaucoup moins de viande, de saucisses et de volaille que l'année précédente. Dans l'ensemble, d'après l'enquête par panel de GfK, la baisse des achats en volume sur 2019 était de -4,3%. Seuls les achats de viande bovine ont été maintenus. Les achats de porc ont diminué de façon significative sous les effets de la baisse de la production de viande de porc (-2,6% /2018) et de la hausse des exportations vers la Chine qui ont tiré les prix à la hausse.



L'évolution de la pandémie en Chine et ailleurs dans le monde pourrait être déterminante pour l'orientation des marchés dans les semaines qui viennent.

IRLANDE : les prix progressent enfin

En **Irlande**, les abattages de réformes sont contenus depuis le début de l'année d'après l'indicateur hebdomadaire de Bord Bia. Sur les 5 dernières semaines connues (semaines 5 à 9), ils atteignent un niveau intermédiaire entre ceux des deux années précédentes (-7% /2019 et +2% /2018). Les approvisionnements avaient été perturbés en 2018 par la tempête Emma. La demande des industriels pour les vaches de réforme est soutenue, notamment pour la transformation. Les abattages de génisses sont un peu plus dynamiques sur la même période (+4% /2019).

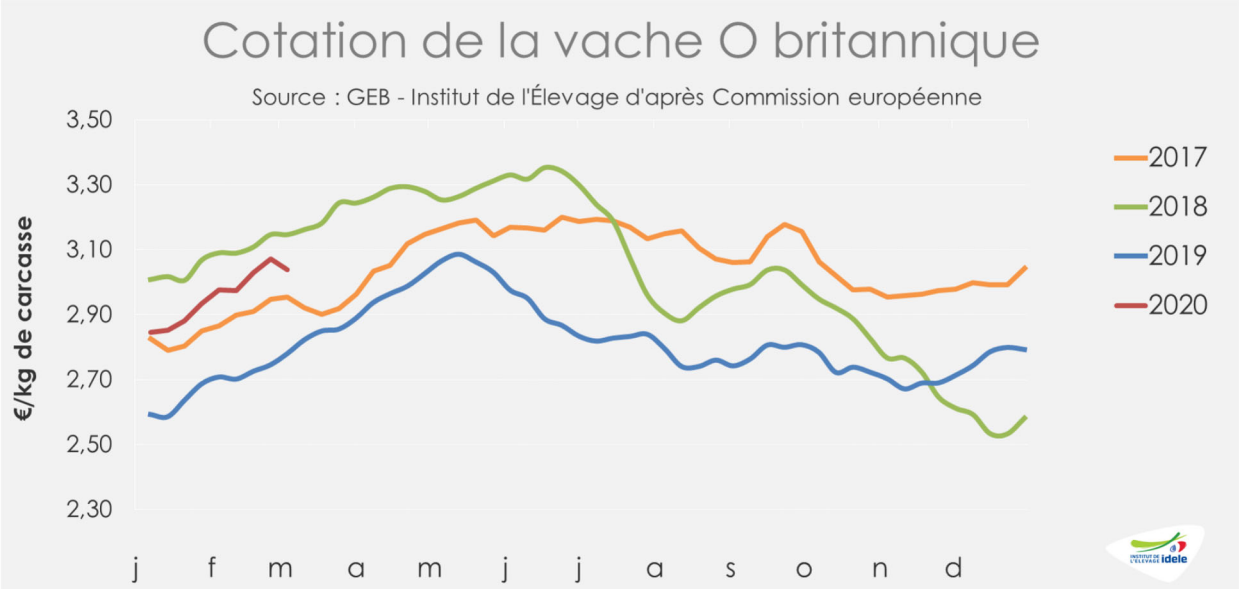


La demande des abatteurs en réformes a des effets positifs sur les prix. Ainsi, d'après Eurostat, le cours de la vache O s'approche des 3 €, à 2,98 €/kg de carcasse fin février (semaine 9). Il a repris 13 centimes en 4 semaines (+4%) pour atteindre un niveau intermédiaire entre ceux des années précédentes (+12% /2019 et -9% /2018). Il se rapproche du cours français (-2 centimes) et dépasse celui des autres principaux producteurs européens.

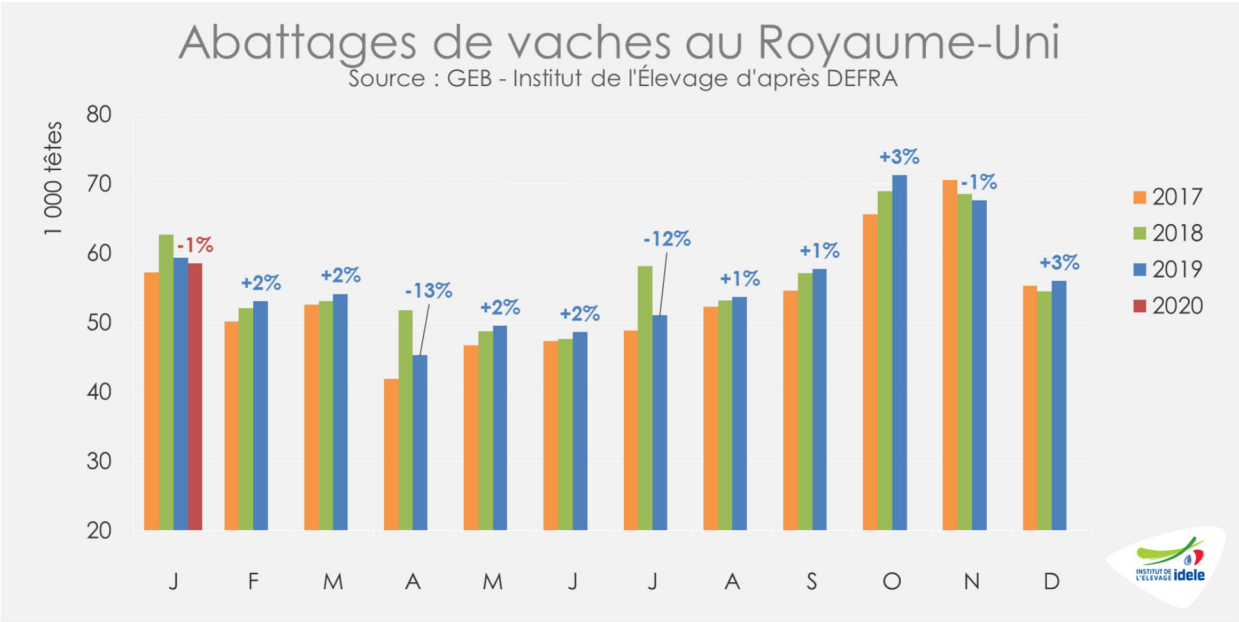
Pour la période à venir, les opérateurs du secteur de l'abattage sont moins confiants qu'il y a quelques semaines. D'après eux, la pandémie du Covid-19 et la demande modérée du Royaume-Uni pourraient peser sur le marché. En effet, la filière bovine irlandaise, tournée vers l'export, reste très dépendante du secteur de la RHD qui écoule une grande partie des produits irlandais et qui pourrait être fortement perturbée par le développement de la pandémie de Covid-19 dans ses pays clients.

ROYAUME-UNI : hausse récemment nuancée par la baisse de la livre

Au Royaume-Uni, les cotations britanniques progressent en devise locale grâce au dynamisme de la transformation. Le cours de la vache O s'est apprécié de 2% sur les quatre dernières semaines. Mais l'économie britannique a stagné au 4ème 2019 dans un contexte post-*Brexit*. Le cours de la livre sterling commence ainsi à baisser. Convertie en euros, la cotation de la vache O a perdu 3 centimes en une semaine par le jeu des taux de change pour retomber à 3,03 €/kg de carcasse en semaine 9 (+9% /2019 et -3% /2018).



En janvier 2020, le nombre de vaches abattues était en léger retrait d'après les statistiques du DEFRA (-1% /2019). Alors que 668 000 vaches ont été abattues au Royaume-Uni sur l'année 2019, les experts d'AHDB prévoient une baisse significative des réformes en 2020 avec 615 000 têtes abattues (-8%).

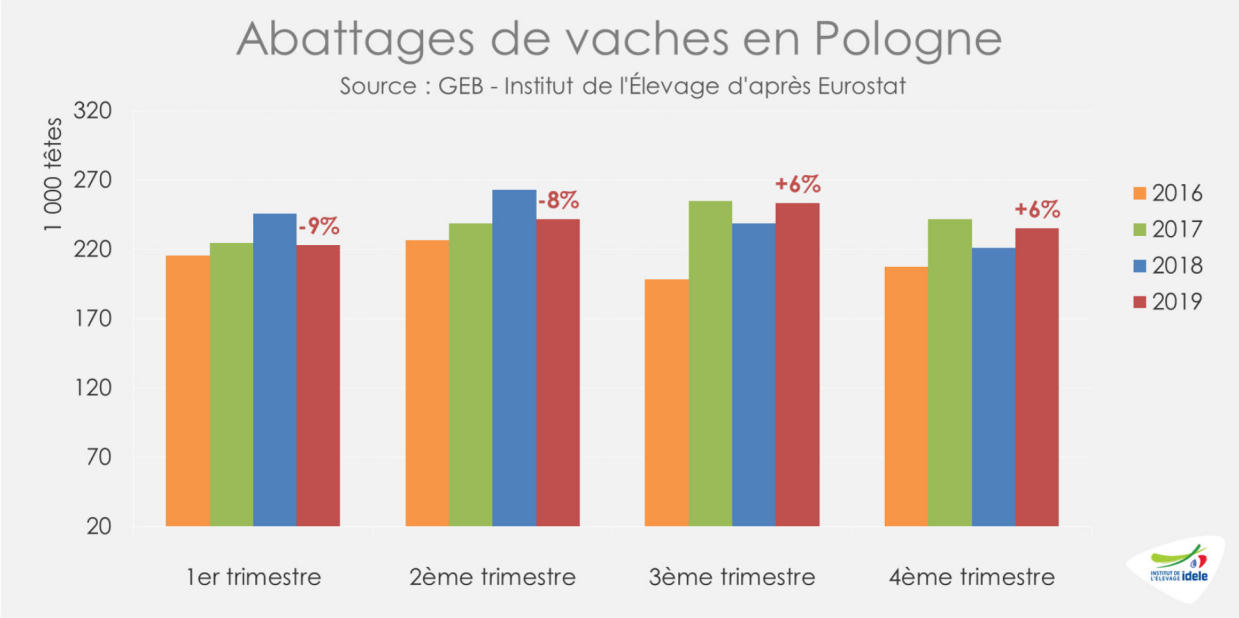


Les réformes demeurent demandées par les abatteurs pour la transformation, rare secteur où la consommation reste dynamique au Royaume-Uni. D'après le panel réalisé par Kantar, sur les 12 dernières semaines terminant le 26 janvier 2020, la consommation britannique de *burgers* et grillades a progressé de 7% /2019. Mais d'après les mêmes données et sur la même période, les achats globaux de viande bovine ont sensiblement diminué en volume (-2,0%) comme en valeur (-2,8%) par rapport à l'année dernière.

Calculée par bilan, la consommation britannique de viande bovine s'est fortement rétractée en 2019 (-7,5% /2018). Elle a réduit le déficit commercial avec une hausse importante des exportations (+22% /2018 à 135 200 tonnes) et une baisse conséquente des importations (-14% /2018 à 247 900 tonnes).

POLOGNE : les prix restent au plancher

En Pologne, les abattages de réformes se sont redressés au 2ème semestre après avoir été ralentis au 1er semestre en raison des scandales de fraude. Sur l'année 2019, ce sont 15 500 vaches de moins qui ont été abattues (-2% /2018).



Les cotations des vaches polonaises peinent à se redresser. La cotation de la vache O a même reflué entre les semaines 5 et 9. Elle a perdu 4 centimes en 4 semaines (-2%) pour atteindre 2,51 €/kg de carcasse fin février (-3% /2019 et -14% /2018). Le cours polonais a nettement décroché des prix britannique (-52 cts), français (-49 cts), irlandais (-47 cts), hollandais (-40 cts), ou allemand (-39 cts).

Viandes bovines » Maigre »

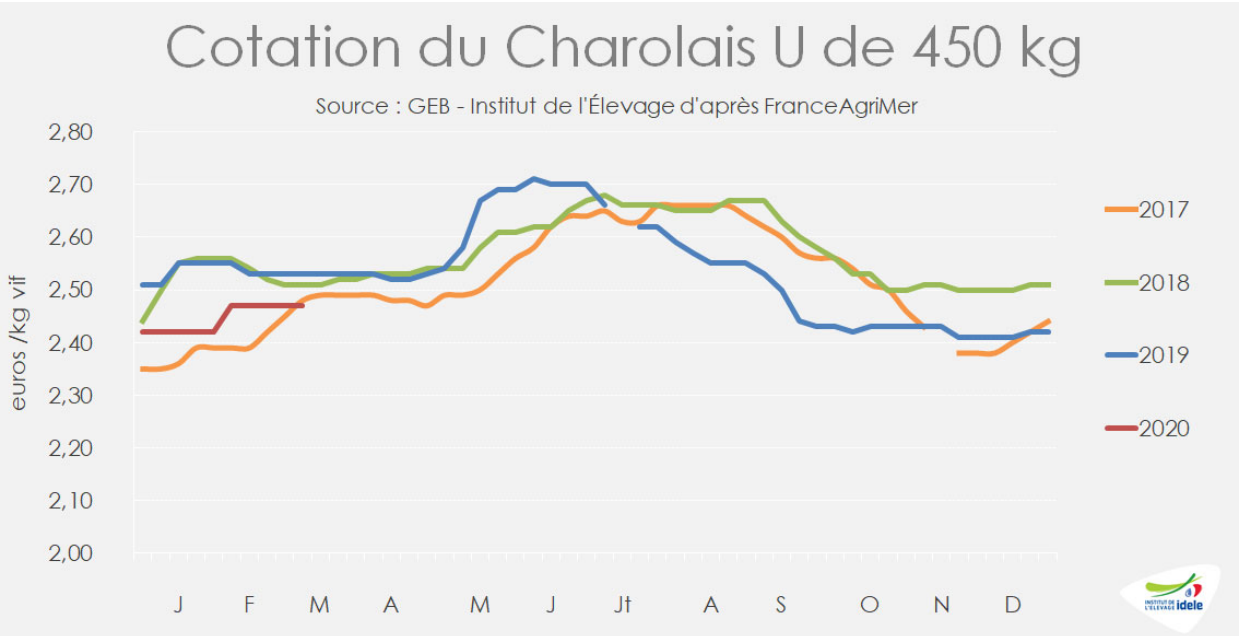
Les prix progressent peu malgré l'offre limitée

Les prix des gros bovins maigres connaissent une hausse saisonnière limitée du fait d'un marché du JB européen morose. L'incertitude plane pour les prochaines semaines sur les demandes italienne et algérienne.

Les prix ont peu progressé

Les cours des gros bovins maigres, qui se sont faiblement appréciés ces dernières semaines, restent sous les niveaux des deux années précédentes. A 2,47 €/kg début mars, la cotation du Charolais U de 450 kg était en recul de 2% /2019 et 2018. A 2,75 €/kg, celle du Croisé U de 300 kg est en repli de 5% /2019. Après avoir démarré l'année à un niveau élevé, le cours du Limousin a perdu 2 centimes et a rejoint son niveau des 3 dernières années à 3,03 €/kg en semaine 10.

Alors que le marché était plus porteur jusque-là pour les femelles, leurs prix se retrouvent également sous les niveaux de 2018 et 2019. La Limousine E de 270 kg cotait 2,75 €/kg, soit seulement 1% sous les niveaux de 2018 et 2019, tandis que la Charolaise U de 270 kg cotait 2,59 €/kg, soit -3% /2019.



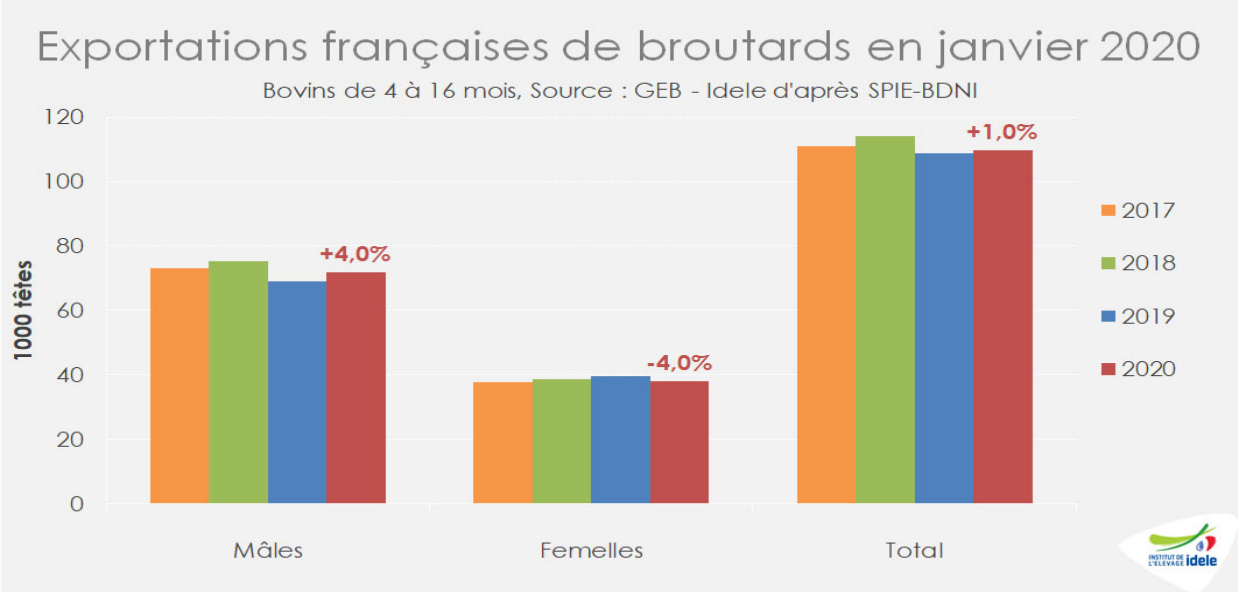
L’offre poursuit sa contraction

Au 1er février, avec 605 000 têtes, les effectifs de mâles de 6 à 12 mois de mère allaitante s’étaient repliés de 4% par rapport à 2019 (-2% /2018). Les Charolais et les Blonds restent les plus touchés. Le recul des naissances de veaux de mère allaitante se poursuit en janvier avec 329 000 naissances, soit -3% /2019. Depuis juillet 2019, le déficit atteint 5% ou 96 000 têtes par rapport à la campagne précédente.

L’offre des mois à venir sera ainsi tout aussi faible. Les disponibilités en mâles de 0-6 mois de mère allaitante ont enregistré une baisse de 4,5% /2019 au 1er février pour tomber à 814 000 têtes.

Les envois étaient en légère hausse en janvier

Les envois de gros bovins maigres ont totalisé 110 000 têtes en janvier, soit +1% /2019 mais -4% /2018. Les envois de mâles, qui avaient enregistré une nette baisse au profit des femelles en 2019, ont cette fois-ci augmenté de 4% à 72 000 têtes, tirés par la demande algérienne, mais ils restent en baisse de 5% /2018. Les envois de femelles, jusque-là tirés par la demande italienne, confirment leur ralentissement à 38 000 têtes (-4% /2019 et -2% /2018), en lien aussi avec l’offre en repli.



L’impact de l’épidémie de Covid-19 est pour l’instant limité

Le marché des broutards reste relativement préservé des perturbations majeures que connaît l’Italie avec l’épidémie de Covid-19. Considérée essentielle à l’approvisionnement des ménages, l’activité du secteur est en grande partie maintenue. De plus, le couvre-feu puis la fermeture imposés aux établissements de restauration hors domicile favorisent à court terme les achats de viande en boucherie et GMS, qui font la part belle à la viande issue de broutards français. En deuxième semaine de mars, sous l’effet d’une hausse des achats des ménages, les abattages se sont accélérés en Italie, libérant de la place dans les ateliers d’engraissement. Les exportateurs français ont donc profité de cette fenêtre de tir pour expédier des animaux, ne sachant pas comment évolueront les dispositions règlementaires regardant la circulation des animaux dans les prochaines semaines.

Toutefois, à moyen-long terme, l’arrêt de l’activité économique dans les zones les plus touchées, le recul des revenus des ménages couplés à la concurrence des viandes d’import habituellement vendues en RHD pourraient impacter négativement la demande italienne en broutards.

En outre, alors que l’épidémie prend de l’ampleur en France, les exportateurs français sont prudents dans leurs achats en prévision d’éventuelles restrictions sur le commerce transfrontalier.

Les achats algériens record pourraient fléchir

Les envois français de broutards vers l’Algérie ont été multipliés par 5 en janvier d’une année sur l’autre, pour un total de 5 300 têtes. Après une année 2019 très dynamique, le pays était aux achats en janvier. Cependant, début mars, l’économie du pays dépendante de la rente pétrolière est mise à mal par la chute brutale du cours de l’or noir. La demande mondiale a ainsi été freinée par la pandémie de Covid 19. De plus, l’économie algérienne pourrait ralentir du fait des mesures prises suite à la découverte de cas de Covid 19 sur son territoire. La baisse prochaine du pouvoir d’achat impactera rapidement la demande en viande bovine et par suite, en broutards.

Par ailleurs, les opérateurs craignent un net repli des envois dans les mois suivants du fait des nouvelles contraintes à l’import pour les bovins d’engraissement (type viande, moins de 14 mois et 450 kg). En effet, les naissances de veaux de mère allaitante en France connaissent un creux marqué de mai à août, ce qui limite les disponibilités de bovins de moins de 14 mois au 3ème trimestre. A l’approche du mois de Ramadan (23 avril), les envois habituels de « broutards alourdis » seraient également compromis. Ainsi, le bond des importations algériennes résulterait en partie d’une anticipation par les acheteurs de l’impact de ces nouvelles contraintes.

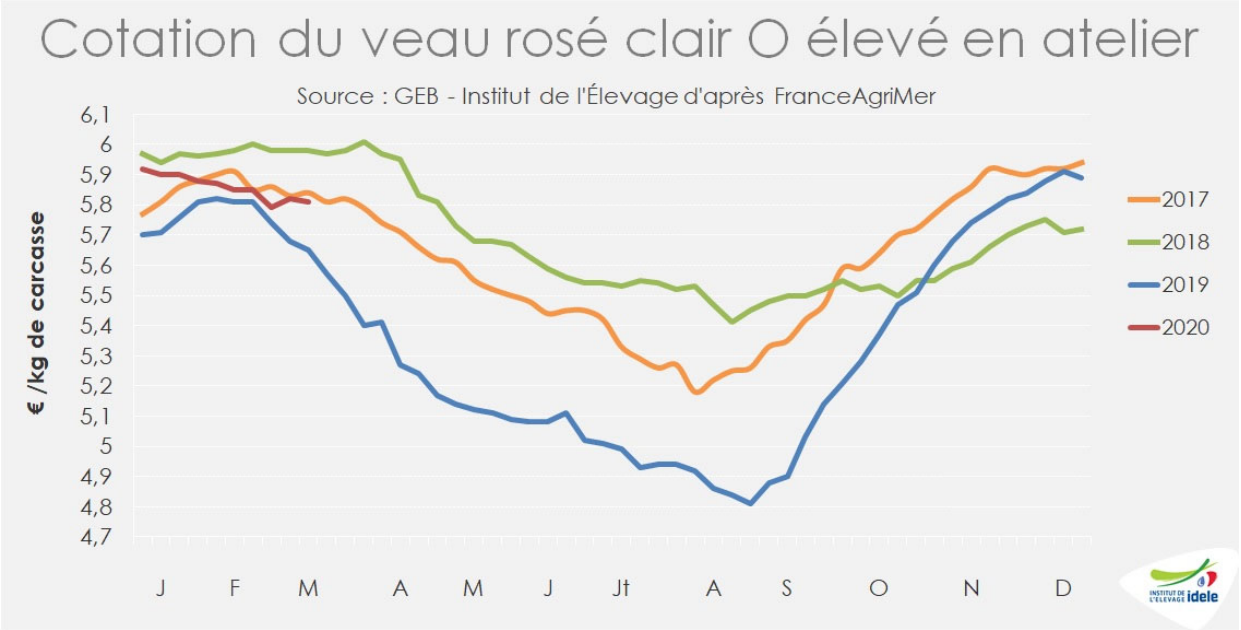
Des signaux positifs mais aussi des incertitudes

Après un début d'année positif avec des cotations supérieures à celles de l'an passé, l'épidémie de coronavirus amène son lot d'incertitudes.

Des cotations stables

Début mars, le cours du veau rosé clair O s'est établi à 5,81 €/kg équivalent carcasse. S'il a cédé 11 centimes depuis début janvier, la baisse saisonnière ne semble pas encore engagée. En semaine 10, il se situe à mi-chemin entre les niveaux des deux années précédentes (+16 cts ou +3% /2019 et -16 cts /2018).

Sur le marché des veaux mieux conformés, toujours pénalisé par l'abondance de Croisés lait-viande, la baisse saisonnière semble là aussi ne pas avoir été amorcée. A 6,29 €/kg en semaine 10, la cotation du veau rosé clair R s'établit ainsi 12 cts au-dessus de son niveau de 2019, mais 20 cts sous celle de 2018.



La fermeture des établissements scolaires dès le 16 mars puis de la restauration commerciale vont provoquer une baisse de la consommation de viande de veau dans la restauration, probablement compensée partiellement dans les achats des ménages. Auquel cas, la viande de veau néerlandaise sera délaissée, ce qui risque de perturber le marché des veaux français.

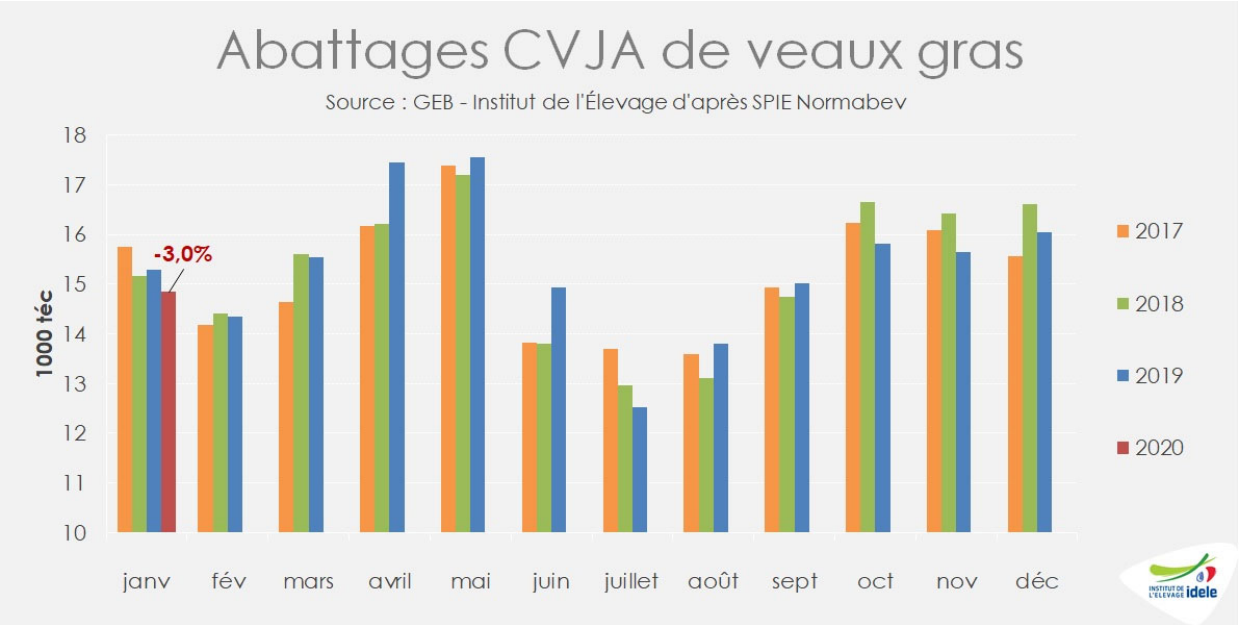
Baisse des coûts alimentaires

Les marchés mondiaux des produits laitiers ont été perturbés par l'épidémie de coronavirus plus précocement que d'autres secteurs (voir article marchés des produits laitiers). La cotation de la poudre de lactosérum est ainsi retombée à 730 €/t début mars après avoir dépassé 800 €/t courant février. Cette conjoncture occasionnera une baisse des coûts alimentaires qui semble bienvenue pour les intégrateurs après une année 2019 difficile, alors que l'IPAMPA aliment d'allaitement pour veaux de l'INSEE était en forte hausse depuis quelques mois (+16 pts /2019 en janvier, à 113 pts). Pour autant, la filière veau s'attend elle aussi à subir les répercussions de l'épidémie dans les jours et semaines à venir.

La production poursuit son repli

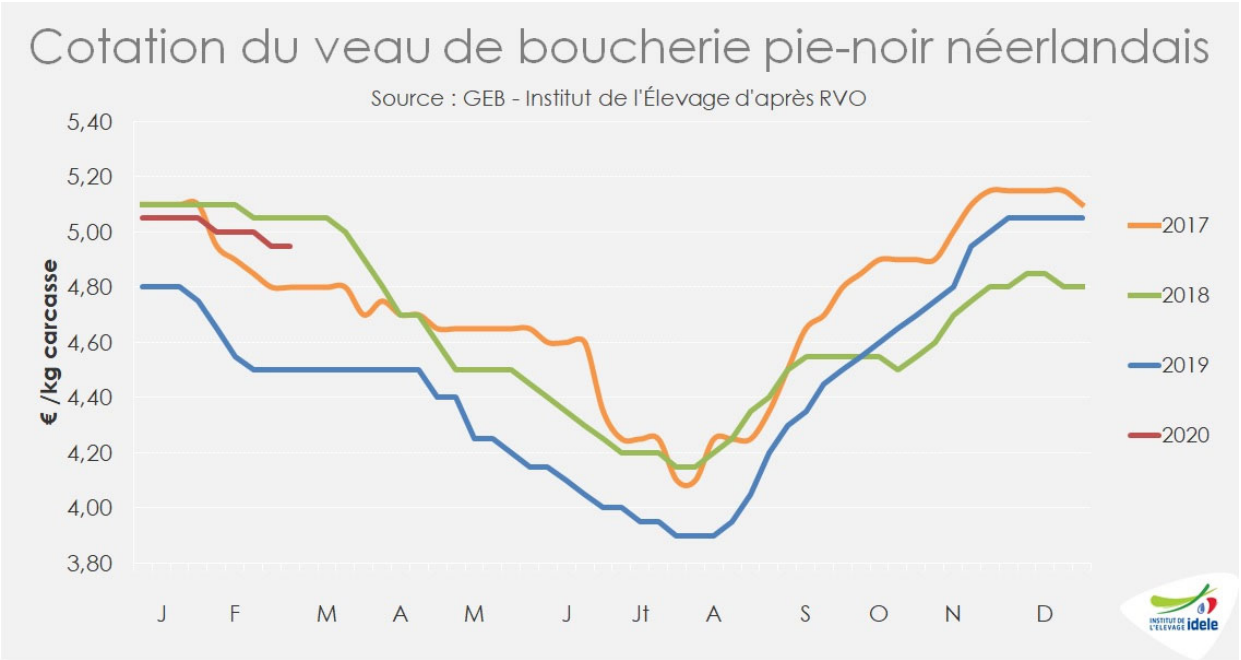
La production de veaux gras a marqué le pas sur la fin d'année (-4,5% sur le dernier trimestre /2018). En janvier, corrigée des variation journalières elle a enregistré un nouveau recul de 3%, à 14 800 tonnes malgré un poids moyen des carcasses en hausse de +0,8 kg /janvier 2019. Une évolution des poids plutôt habituelle et modeste en comparaison du saut qui s'était opéré l'an passé (+1,8 kg /janvier 2018).

Cette offre contenue a ainsi contribué à la bonne tenue des cours du veau même si les abattages en février seraient a priori en croissance.



Europe : l'épidémie de coronavirus va bousculer la filière

L'assainissement du marché européen au cours des derniers mois avait permis un redressement des cotations aux Pays-Bas. A 4,95 €/kg carcasse début mars, elle a regagné 45 centimes en un an (+10% /2019), soit le deuxième plus haut niveau de ces cinq dernières années.



Néanmoins, l'adoption de mesures drastiques de lutte face à l'épidémie de coronavirus en Italie (où la cotation du veau est suspendue depuis la semaine 7) puis en France et probablement presque partout ailleurs en Europe va réduire les besoins en RHD, un circuit crucial pour les exports néerlandais. Les cotations néerlandaises pourraient donc fortement chuter dans le semaine à venir et les viandes non écoulées risquent d'encombrer le marché et de se déverser vers celui des GMS.

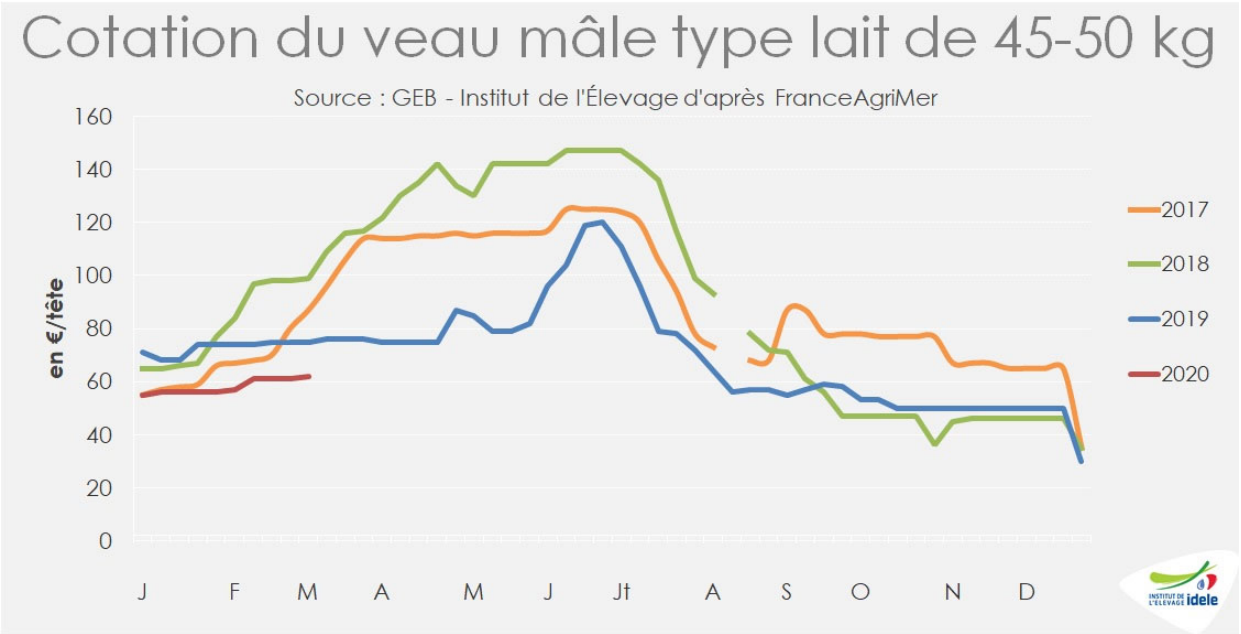
Viandes bovines » Veaux nourrissons »

L'embellie se fait toujours attendre

Le marché du veau nourrisson reste très encombré. Mais la situation du veau de boucherie meilleure qu'en 2019 et l'embellie du JB O en Espagne pourraient permettre une hausse saisonnière des cours

Les cours restent bas

La cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg s'est faiblement appréciée pour atteindre 62 €/tête en semaine 10, mais elle reste tout de même au plancher.

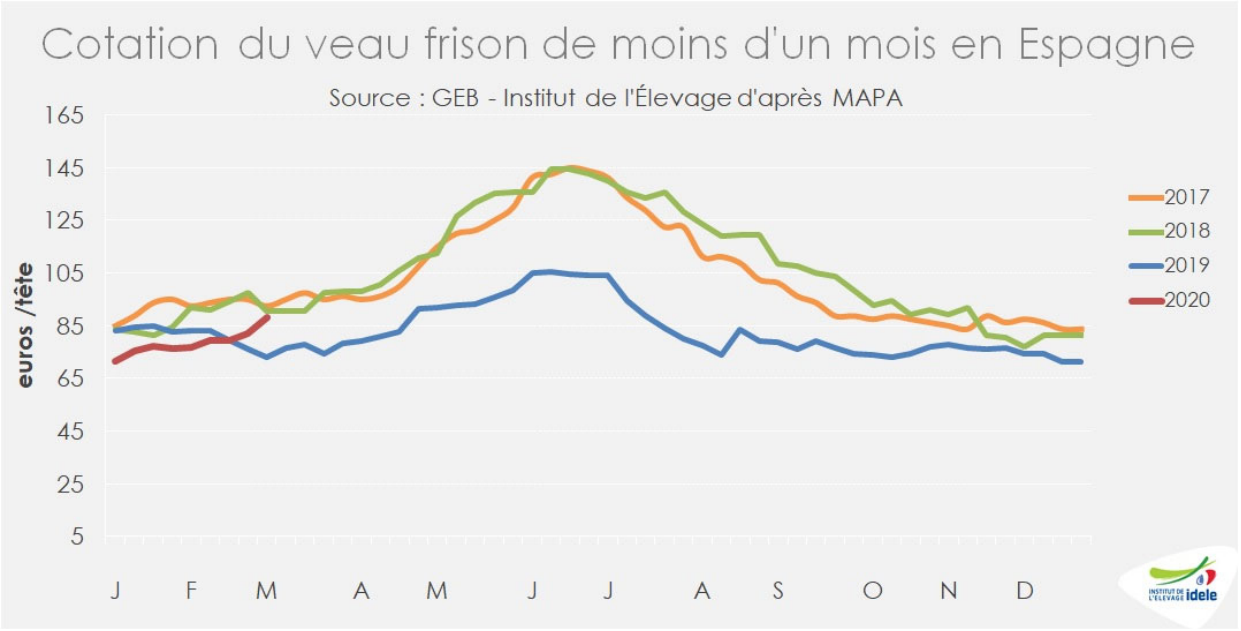


Des naissances toujours réduites, sauf en Croisés

En janvier 2020, 267 300 veaux de mère laitière sont nés, en baisse de -1,5% /2019 et -0,5% /2018, équivalente à celle du nombre de vaches laitières sur la même période. En revanche, les naissances de veaux croisés lait-viande sont toujours croissants : de +7% /2019 à 57 500 têtes en janvier.

Remontée des cotations en Espagne

Depuis fin février, la cotation du veau frison de moins d'un mois se redresse en Espagne. Elle a dépassé le niveau dégradé de l'an passé et s'est rapprochée des niveaux de 2017 et 2018. Elle semble amorcer une hausse saisonnière dans le sillage du redressement de la cotation du JB O qui a gagné plus de 15 centimes depuis le début d'année, à 3,40 €/kg carcasse en semaine 10.



En janvier, les exportations françaises de veaux de mère laitière ont progressé de 10% /2019, approchant ainsi les 35 000 têtes. Cette bonne tenue de la demande espagnole, combinée à une meilleure conjoncture du marché des veaux de boucherie en France (voir article veau de boucherie) peuvent préfigurer une remontée saisonnière des cours de veau français, qui avait été inexistante en 2019. Tout ceci étant bien sûr suspendu a l'évolution de la situation de l'épidémie de Covid-19 qui pourrait perturber fortement le commerce.

Le Coronavirus affecte déjà les marchés des produits laitiers

Début 2020, la collecte européenne s'est inscrite dans la tendance haussière de la fin de l'année 2019, tirée par la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. La dynamique était également positive aux Etats-Unis et en Argentine, permettant d'effacer le repli néozélandais et d'afficher une progression de l'offre cumulée des principaux bassins exportateurs.

SI la production laitière n'a pas encore été affectée par les conséquences de l'épidémie de Covid-19, les marchés des ingrédients laitiers ont enregistré une baisse des cours en février qui pourrait se prolonger dans les prochaines semaines, en fonction des mesures prises par les différents pays et de la réaction des acheteurs sur le marché mondial.

Croissance modérée en 2020, mais des menaces sur l'équilibre des marchés !

Relancée au 2nd semestre 2019, la production européenne devrait progresser modérément en 2020. La perspective d'une nouvelle crise économique mondiale suite à crise sanitaire due au Covid-19 pourrait dégrader la solvabilité des principaux pays importateurs, notamment les producteurs de pétrole, et par voie de conséquence l'équilibre des marchés mondiaux des produits laitiers.

Baisse modérée du cheptel laitier

En 2020, le cheptel laitier de l'UE-27+UK* continuera de baisser, à un rythme qui dépendra de l'année climatique, notamment de la météo estivale, mais aussi de la conjoncture laitière. En France, le cheptel pourrait encore reculer fortement en 2020, les effectifs de génisses pour le renouvellement restant très faibles. Comme en 2019, les éleveurs pourraient mobiliser davantage les réserves de productivité de leur troupeau (la croissance des rendements ayant été modérée au cours de la décennie écoulée). En 2020, la production laitière française devrait au mieux se maintenir aux alentours de 24 milliards de litres et continuera de se déplacer du sud au nord de la Loire. Les transformateurs, surtout privés et secondairement coopératifs, continueront de contenir leur collecte à des besoins de lait au mieux stationnaires. On peut donc s'attendre à une croissance de la productivité du cheptel laitier français au moins aussi rapide qu'en 2019.

En **Allemagne**, la baisse du cheptel se poursuivra et la production pourrait, comme en France, tout au plus se maintenir. Aux **Pays-Bas**, le cheptel pourrait se stabiliser et ainsi permettre une sensible reprise de la production laitière. Même évolution possible au **Royaume-Uni** où la production est relancée, de même qu'en **Pologne** où elle demeure dynamique. Le cheptel continuerait de s'étoffer en Irlande, de +3% /2019 selon la tendance, où la production demeure très dynamique. Toutefois la production irlandaise peut fortement varier, de 0 à +10%, selon la production herbagère (qualité et quantité) très météo-sensible. Nous avons retenu une croissance modérée (+5%) dans nos prévisions.

En Europe du Sud, l'effectif de vaches laitières devrait poursuivre son repli structurel : de -1% en Espagne et de -3% en Italie (moyenne des trois évolutions annuelles précédentes). En somme le cheptel de l'UE-27+UK* perdrait entre 275 000 à 300 000 vaches laitières, soit -1,2% à -1,3% selon nos estimations, et serait ramené à 22,35 millions de vaches fin 2020.

Croissance modérée de la production laitière

Relancée depuis l'automne 2019, la production européenne continuerait de croître à un rythme modéré, compris entre +0,5 et +1% selon les trimestres, d'une année sur l'autre. Elle peut progresser plus vite au printemps avec une météo douce et humide propice à une production herbagère précoce, le prix du lait étant bien orienté au 1er trimestre. Ensuite, la baisse saisonnière sera plus ou moins prononcée en fonction de la météo estivale. Selon qu'elle sera douce et humide ou caniculaire et sèche, elle impactera positivement ou négativement la production laitière de systèmes herbagers (zone océanique) ou confinés (zone continentale). De plus au 2nd semestre, l'évolution de la collecte dépendra aussi de la conjoncture des marchés laitiers, et donc des signaux (prix et volumes) envoyés par les collecteurs. Faute de clarté sur l'impact de la fièvre porcine africaine et « depuis peu » du Covid-19 parti de Chine, et plus globalement sur une croissance économique mondiale déjà faible début 2020, nous faisons l'hypothèse d'une demande européenne et internationale très modérée.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN DU LAIT DE VACHE

	UE-28				UE-27+UK	
	2016	2017	2018	2019e	2020p	2020/19
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	23,5	23,3	22,9	22,6	22,4	-1,2%
Approcisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	163	165	167	168	169	+0,7%
Collecte laitière	153,4	156,1	157,4	158,4	159,7	+0,8%
Variation de stock	0,8	-0,3	0,5	-0,7	-0,5	
Importations	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	=
Exportations	17,9	19,0	18,6	20,2	20,2	=
Utilisation européenne	145,4	147,0	148,6	149,1	150,0	+0,6%
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	10 100	10 237	10 337	10 389	10 545	+1,5%
Beurre	2 393	2 414	2 438	2 499	2 500	=
Poudres de lait	2 528	2 500	2 430	2 451	2 490	+1,6%
Poudre de lactosérum	2 050	2 100	2 050	2 060	2 070	+0,5%

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes et prévisions propres

Des volumes supplémentaires surtout transformés en fromages

Le supplément de collecte européenne annuelle, estimé à 1,3 million de tonnes de lait, serait principalement transformé en fromages (+1,5%), secondairement en poudre maigre et en crème conditionnée (+2%). Les fabrications de laits conditionnés continueraient de décliner (-2%), tandis que celles d'ultra-frais (laits fermentés et desserts) se maintiendraient. Les fabrications supplémentaires seraient autant commercialisées sur le marché européen que sur le marché mondial. Elles viendraient ainsi se substituer à l'important volume de poudre maigre déstocké en 2019.

La consommation européenne progresserait modérément, de +0,6% à 150 millions tonnes équivalent lait, grâce à une croissance de la démographie (+0,3%) et de la consommation par habitant de même ampleur (à 291 litres équivalent lait). Les importations resteraient proches de 1 million de TEL.

Mais des exportations au mieux stationnaires

Malgré la croissance et des fabrications, les exportations de produits laitiers se maintiendraient à 20,2 millions de TEL en 2020, après avoir bondi de 1,6 million de TEL en 2019 grâce à l'important déstockage. Seules les exportations de fromages et de beurre progresseraient, respectivement de +8% à 950 000 t et de +3% à 225 000 t.

Celles de poudre maigre baisseraient malgré la hausse des fabrications (-15% à 820 000 t), tandis que celles de poudres grasses et de poudre de lactosérum évolueraient peu autour de respectivement 300 000 t et 600 000 t. Les stocks de produits de report (beurre, poudre maigre) baisseraient faiblement. Sauf, en cas de conjoncture défavorable au 2nd semestre : ils pourraient alors rapidement s'étoffer aux dépens des exportations sur pays tiers.

L'équilibre des marchés très menacé par l'ampleur du Covid-19

Nos prévisions sont raisonnées dans l'hypothèse d'un impact limité dans le temps de l'épidémie de Covid-19 sur les économies chinoise et mondiale. Or, il s'agit désormais d'une pandémie est possible, dont l'impact sera systémique sur l'économie mondiale. En plus du ralentissement des sites de fabrications de composants qui entrent dans de nombreuses chaînes de production internationales, un tel scénario provoquerait un ralentissement des investissements, du tourisme international, des échanges internationaux de biens et services qui affecteraient la croissance économique mondiale. Aussi nous ne pouvons pas exclure un ralentissement des échanges internationaux de produits laitiers dès ce printemps, dont l'ampleur est impossible à prévoir à ce stade, et par voie de conséquence un nouvel effondrement des marchés des ingrédients laitiers, puis du prix du lait.

Les prévisions de l'UE sont raisonnées à périmètre inchangé c'est-à-dire UE-27+ Royaume-Uni. Certes le Royaume-Uni n'est plus adhérent de l'UE depuis le 31 janvier 2020, mais il demeure membre du marché commun jusqu'au 31 décembre 2020.

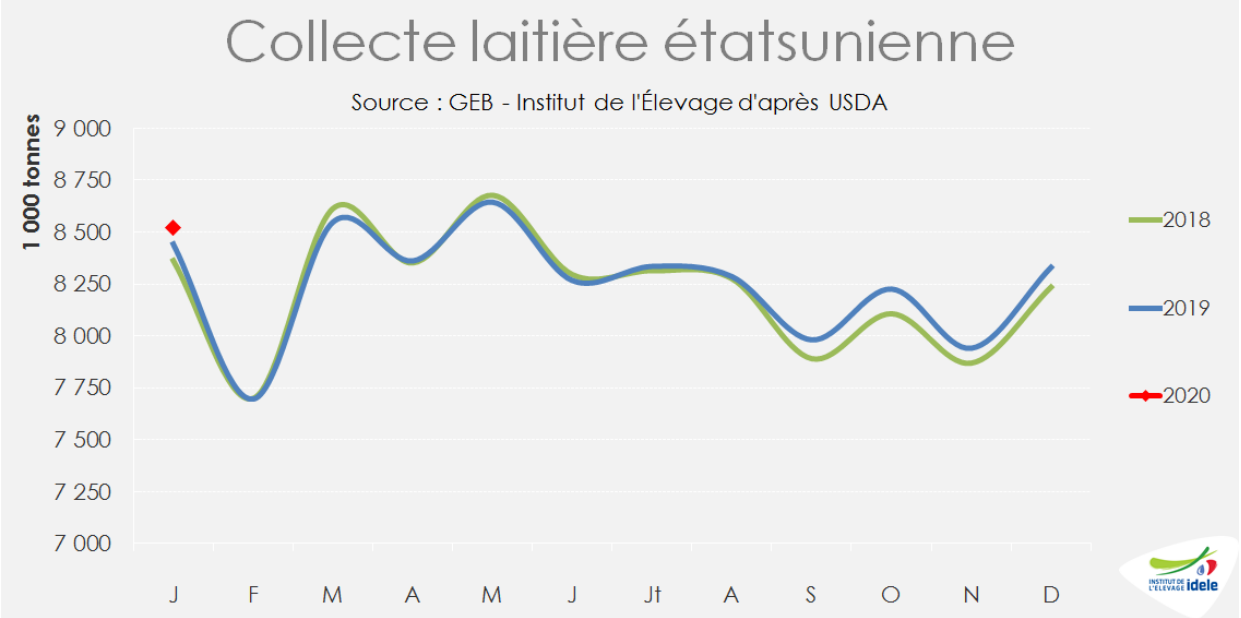
Lait de vache » Collecte laitière »

Une dynamique fragile dans les principaux bassins exportateurs

En début d'année 2020, la production dans les principaux bassins exportateurs, Nouvelle-Zélande exceptée, est orientée à la hausse. Mais la diffusion du Covid-19 sur l'ensemble des continents et les perspectives pessimistes en Australie pourraient freiner cette dynamique.

États-Unis : poursuite de la hausse de production

En janvier 2020, la production laitière étatsunienne s'est inscrite dans la tendance haussière de la fin de l'année 2019 (+0,9% /2019) et enregistre un nouveau record en volume.

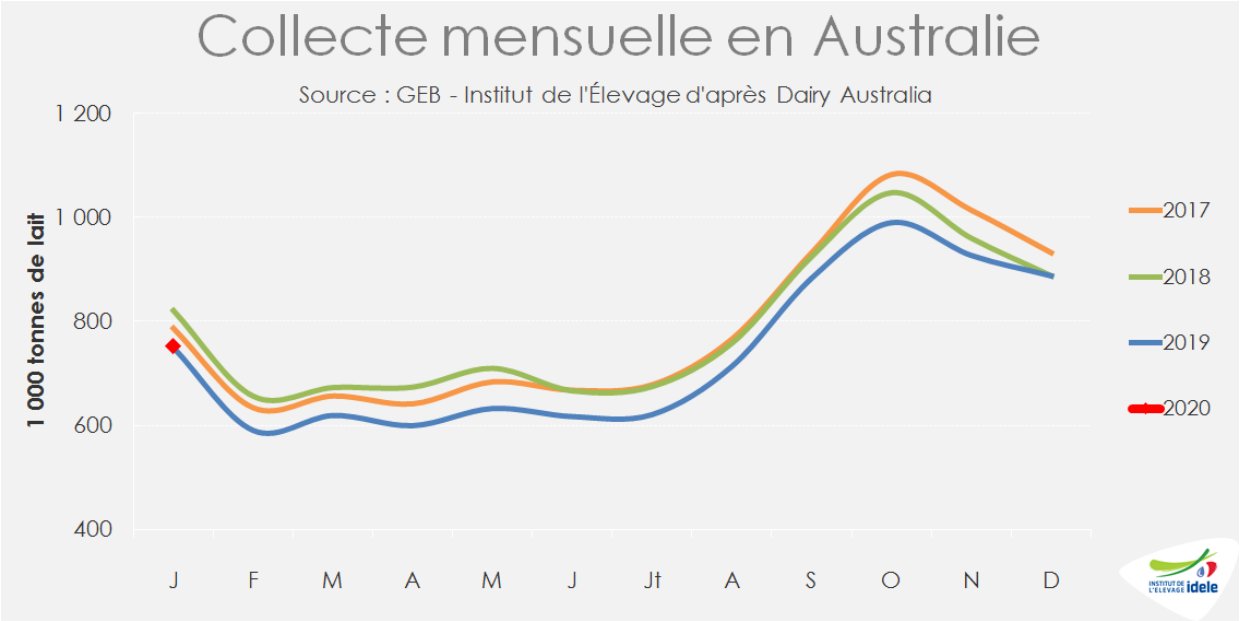


Cette progression repose d'une part sur un cheptel qui a quasiment retrouvé son effectif de l'an dernier à 6 000 têtes près (-0,1% /2019) alors que la baisse atteignait près de 1% (-89 000 têtes) 8 mois auparavant. D'autre part, sa productivité a également progressé (+1% /2019).

Si le prix du lait a enregistré en janvier un deuxième recul consécutif, à 432 $/t (389 €/t)), il reste à un niveau bien plus élevé que celui de début 2019 (+18%). La marge sur coût alimentaire a reculé en janvier (-10% d'un mois sur l'autre), mais demeure encore incitative pour les éleveurs étatsuniens (+39% /2019 à 236 $/t).

Australie : légère hausse de la production en début d'année

Contrairement à que l'on aurait pu anticiper, les feux de brousse, qui ont ravagé une partie du pays en début d'année, n'ont pas engendré, en janvier 2020, une nouvelle baisse de la production laitière en deçà du niveau déjà très faible de l'année 2019. La production australienne affiche même une légère hausse sur le premier mois de l'année (+0,5% /2019). Sur les sept premiers mois de la campagne laitière australienne, le recul demeure cependant important (- 3,7% /campagne précédente à 5,78 millions de tonnes).



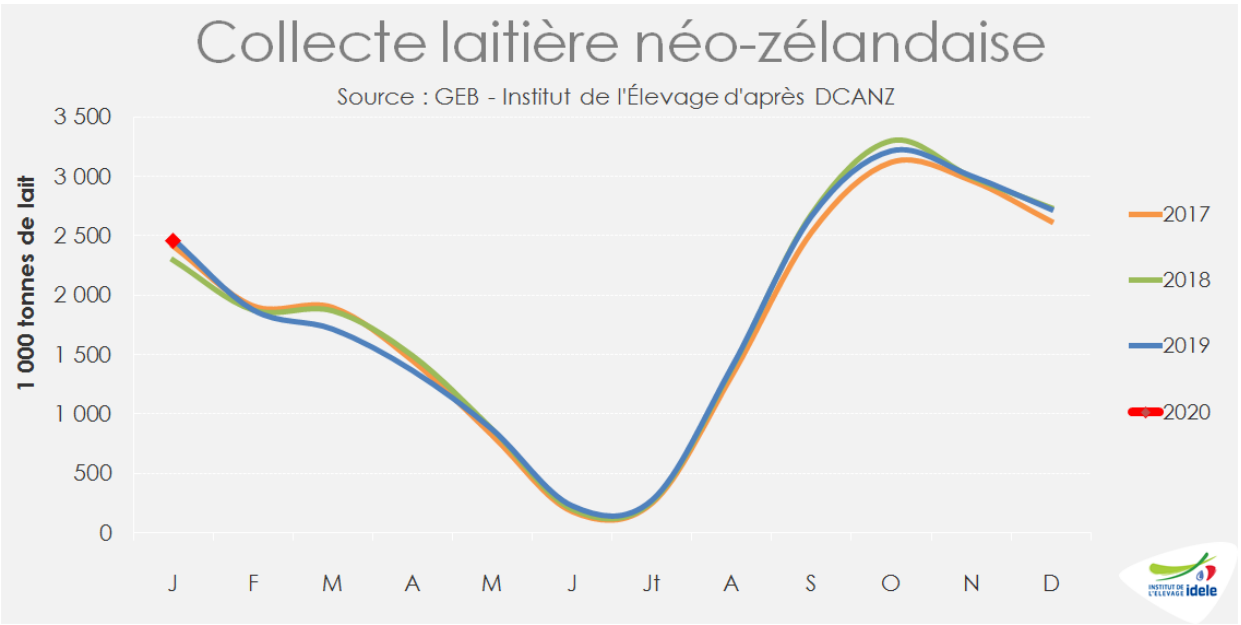
La hausse enregistrée en ce début d'année tient essentiellement à la bonne dynamique dans les deux principaux États laitiers (Victoria et Tasmanie) qui surcompensent la baisse enregistrée dans le reste du pays. Plus de 100 000 ruminants (bovins et ovins) auraient péri dans les incendies. La production en Nouvelles-Galles du Sud, fortement impactée par les feux en janvier, a chuté de -3,9% /2019 et ne devrait pas se rétablir de sitôt.

Cette stabilisation ne doit pas non plus masquer les difficultés que connaissent de nombreux éleveurs, compte tenu de la hausse des coûts de production (eau, aliments du bétail), malgré un prix du lait relativement élevé. La situation économique difficile dans l'État d'Australie Occidentale semble en effet pousser un nombre croissant d'éleveurs à cesser l'activité laitière et vendre leurs animaux. Même peu touchée par les incendies, la production dans l'État du Queensland poursuit son déclin et certaines entreprises, comme Lactalis, ferment certains sites de transformation et limitent les fabrications dans d'autres.

La stabilisation de la production laitière parait fragile. Les experts laitiers australiens prévoient un nouveau recul en 2020 et 2021.

Nouvelle-Zélande : les conditions météorologiques affectent la production

En janvier, la production néozélandaise a enregistré un deuxième recul consécutif en volume (-0,7% /2019), mais poursuit sa hausse (+1,1%) en termes de matière sèche utile (MSU). Sur les 8 premiers mois de la campagne, la collecte a reculé en volume (-0,5% /campagne précédente) mais a progressé en MSU (+0,5%).



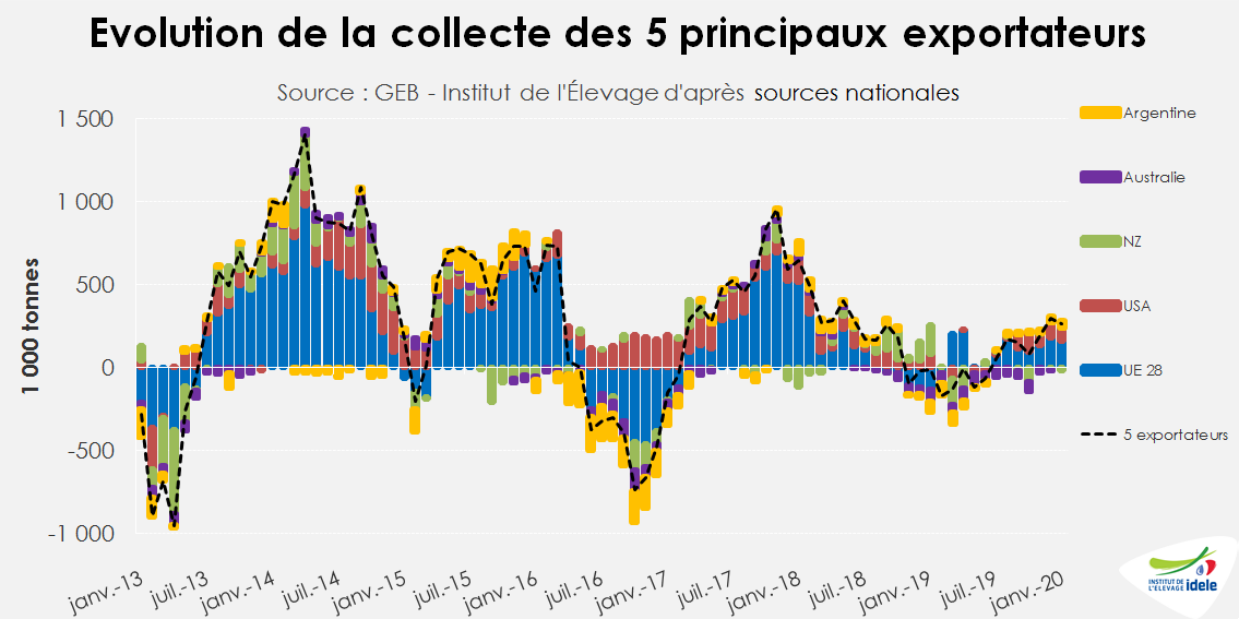
La baisse des volumes tient aux conditions météorologiques difficiles. Les précipitations se font rares dans l'île du Nord depuis de nombreuses semaines et des inondations sont rapportées dans l'île du Sud. La production devrait être affectée jusqu'à la fin de la campagne et Fonterra a annoncé une prévision de collecte de MSU en recul de -0,5% par rapport la campagne précédente.

Malgré les premiers effets du coronavirus sur les prix des produits laitiers, la Chine étant le premier client de la Nouvelle-Zélande, Fonterra n'a pas révisé à la baisse le prix prévisionnel sur la campagne 2019/2020, compte tenu du recul de production attendue : de 7,00 à 7,60 NZD / kg d'ingrédients laitiers, auquel se rajoute un dividende de 15 à 25 cents par part sociale.

Argentine : collecte dynamique

En janvier, la production argentine a enregistré un 7ème mois consécutif de hausse (+5% /2019). Les conditions météorologiques semblent favorables, de même que la hausse des cours (+3% d'un mois sur l'autre et +79% /2019 inflation comprise). Avec un prix du lait à la ferme relativement élevé et de coûts d'alimentation encore maîtrisés, la production laitière est redevenue rentable. En 2020, elle pourrait progresser de +2% /2019 selon les experts argentins.

Tirée par l'UE 28 et les États-Unis, la collecte dans les principaux bassins excédentaires aurait progressé de +1% en janvier à 25,6 millions de tonnes, soit un nouveau record historique à cette période de l'année.



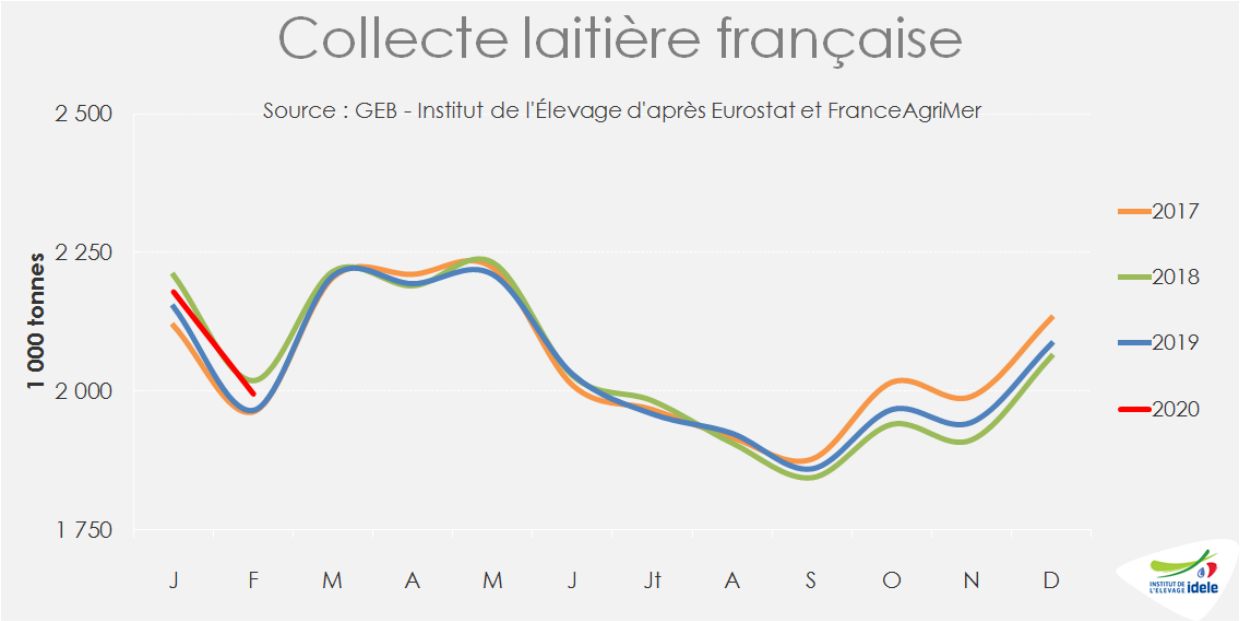
Lait de vache » Collecte laitière »

Une collecte européenne en hausse sous la menace du Coronavirus

La collecte européenne demeure croissante en ce début d'année 2020, tirée par la France et l'Allemagne, mais également par le retour des Pays-Bas. Cette situation pourrait cependant évoluer avec la progression du Covid-19 dans l'Union européenne.

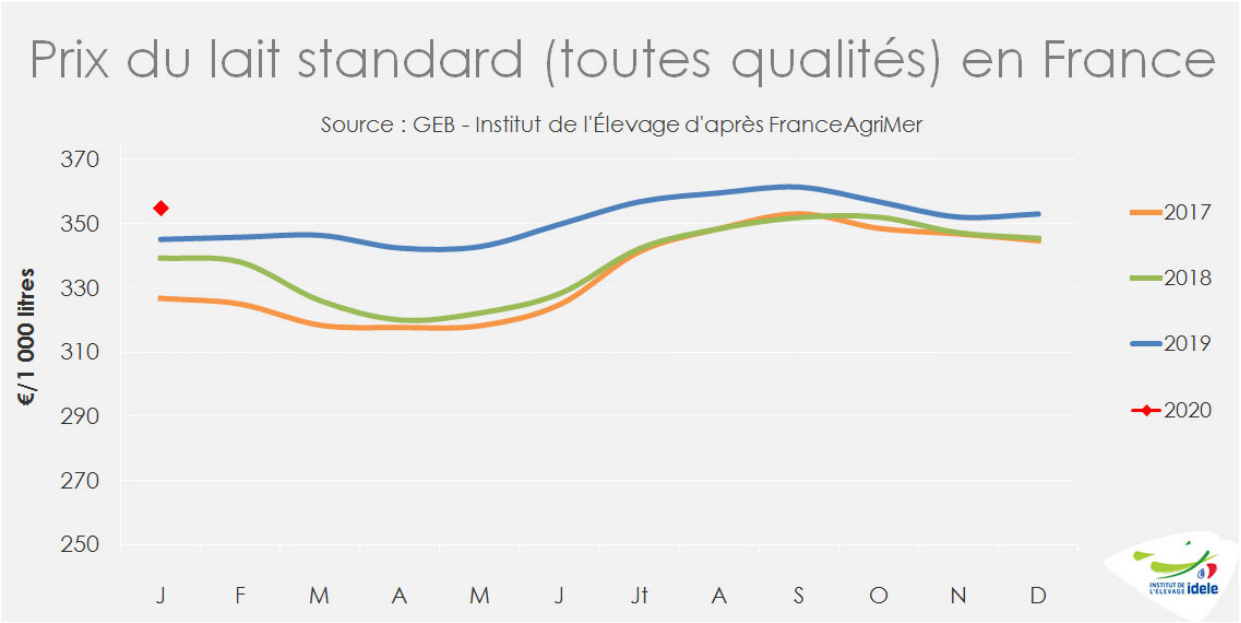
France: poursuite de la hausse de production en début d'année

Après une hausse de 1,3% /2019 en janvier, la production laitière française a progressé de +1,5% en février d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer et signe le 7ème mois consécutif de hausse. Elle a bénéficié de conditions météorologiques douces et humides propices à la production herbagère durant l'automne et de fourrages conservés de bonne qualité durant l'hiver. Toutefois la production laitière française n'a pas retrouvé le niveau de l'hiver 2017/2018 et demeure éloignée du niveau record atteint en 2016 (-4% /2016).



Ce dynamisme de la production s'est réalisé malgré un cheptel national toujours très réduit, en recul de 55 000 vaches au 1er février (-1,6% /2019) à 3,63 millions de têtes. Les entrées en production de génisses ont, en janvier, reculé sensiblement par rapport à 2019, tandis que les sorties ont été légèrement moindres, entraînant au final un recul sensible du nombre de vaches. En 2017, la conjoncture morose avait incité les éleveurs à limiter les génisses d'élevage d'autant que leur troupeau avait été très rajeuni par des réformes abondantes dans un contexte de conjoncture laitière dégradée. Ensuite, la canicule de 2018 et la faible et médiocre qualité des fourrages avaient dégradé la fertilité des génisses, si bien que les vêlages de primipares ont fortement chuté d'août à novembre 2019. Malgré cet effectif réduit, les éleveurs ont pu mobiliser des réserves de productivité dans leur troupeau grâce à des fourrages de bonne qualité nutritionnelle.

A 355 €/1 000 l (+3% /2019), le prix du lait standard (SIQO compris) a légèrement progressé en janvier (+2 € d'un mois sur l'autre), dans la tendance de la hausse du prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre sur le marché européen (+2% d'un mois sur l'autre). A l'inverse, le prix payé aux éleveurs a reculé pour le deuxième mois consécutif (-6 € en deux mois), conséquence de la baisse des taux de matière grasse et de matière protéique. A 383 €/1000 l, il demeure toutefois supérieur à l'année dernière (+3%).

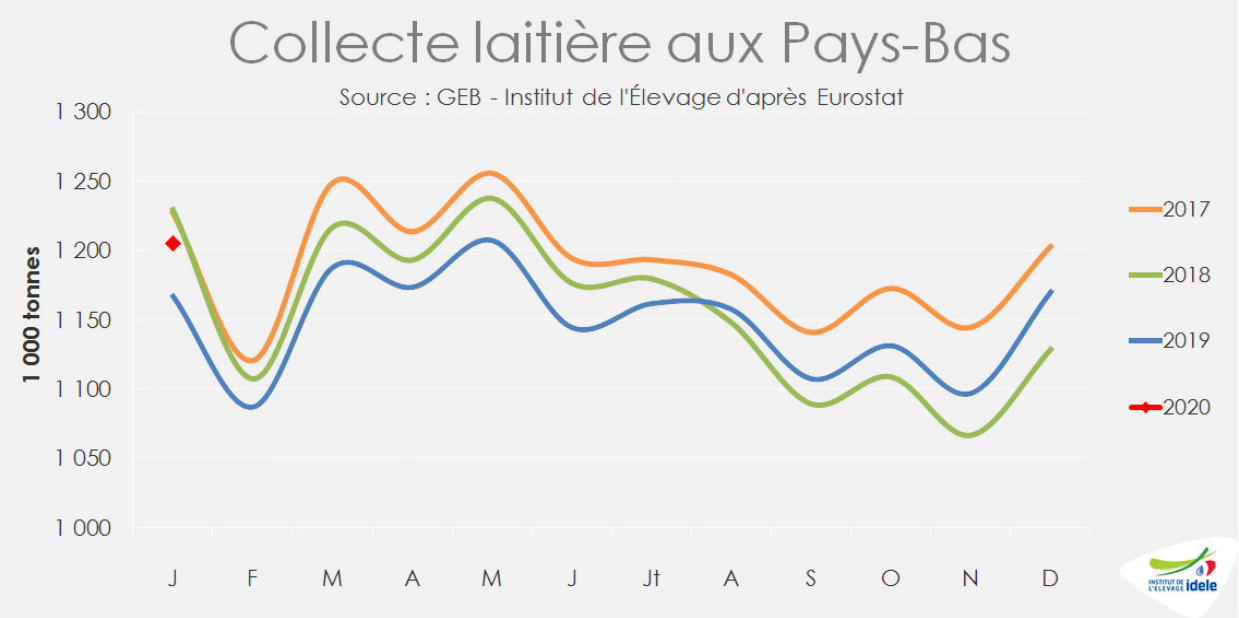


Rebond de la collecte en Allemagne

Après un mois de janvier peu dynamique (+0,4% /2019), la collecte allemande s'est reprise en février (+1,3%) d'après les données hebdomadaires de ZMB. Le prix moyen du lait standard payé aux producteurs se rapproche du niveau de l'année dernière tout en restant encore légèrement inférieur (-6 €/1 000 l en janvier à 314 €/1 000 l au standard 38/32).

Évolutions contrastées dans les autres pays européens

La collecte néerlandaise a enregistré en janvier son 5ème mois de hausse consécutive par rapport aux bas niveaux de fin 2018 et début 2019. A 1,2 million de tonnes en janvier 2020 (+3,3% /2019), elle reste cependant sous lesniveaux de 2016, 2017 et 2018. Cette hausse résulte d'un rebond du nombre de vaches laitières, mais également de conditions climatiques plus favorables et de l'accès à une alimentation moins chère. La collecte **polonaise** est demeurée dynamique (+2,2% /2019).



A l'opposé, la collecte recule en **Irlande** pour le 4ème mois consécutif (-4,4% /2019) à cause de mauvaises conditions météorologiques, mais janvier est le mois le plus faible de l'année en termes de production. Au **Royaume-Uni** également, janvier signe le 4ème mois consécutif de baisse de production. Les laiteries ont collecté 1,28 million de tonnes de lait, soit 1,7% de moins qu'un an plus tôt.

Au total, la collecte de l'**UE-27+Royaume-Uni** aurait progressé de +1,2% /2019, en janvier 2020, dépassant ainsi faiblement le précédent record de janvier 2018.

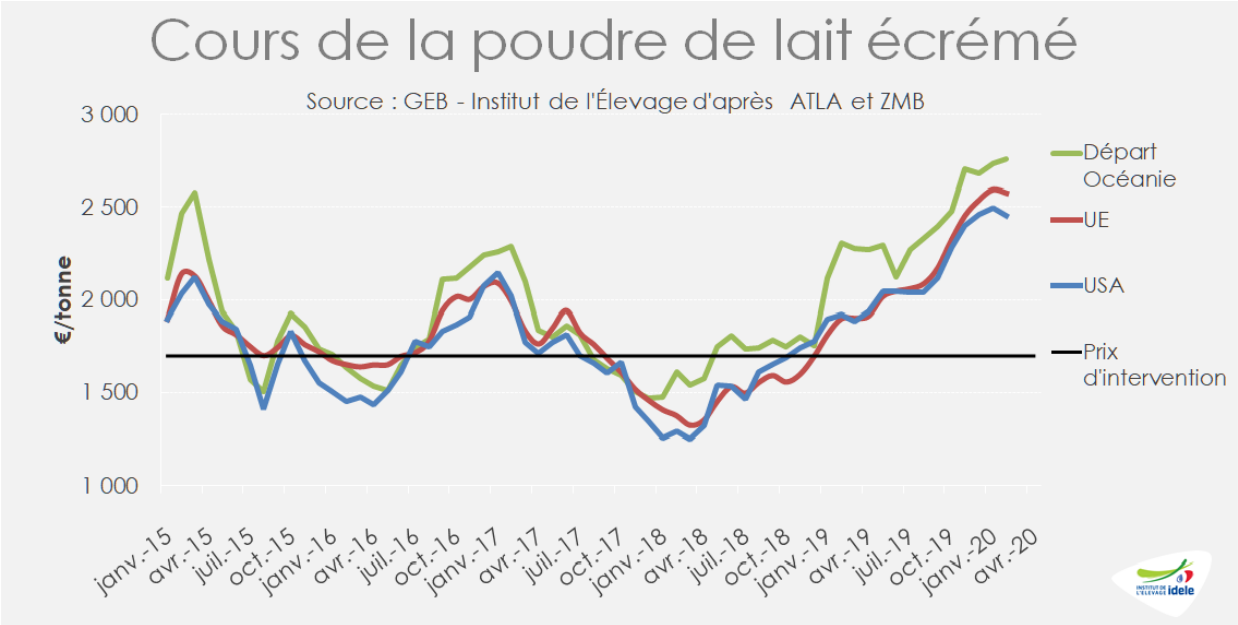
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Déjà affectés par la pandémie de Covid-19

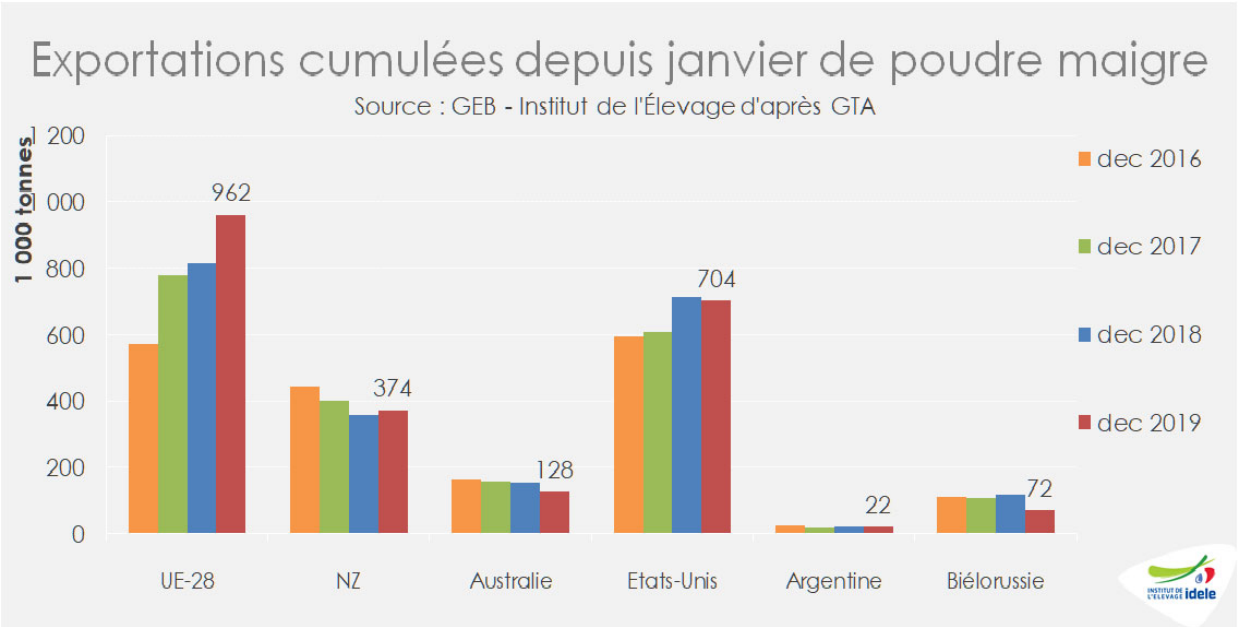
Les cours d'ingrédients laitiers ont été affectés dès février par les premiers effets économique, surtout en Chine, de la pandémie de Covid-19, dans un contexte où les disponibilités paraissaient bien ajustées à la demande. La baisse des cours risquent de se prolonger dans les prochaines semaines, notamment si les acheteurs se font attentistes et tablent sur un excès de disponibilités dans les prochains mois. On peut redouter une baisse de la demande en produits laitiers, notamment dans les pays déficitaires.

Retournement sur le marché des protéines

En février, le marché des protéines laitières s'est nettement assombri. Après plus de 20 mois de hausse ininterrompue, le cours de la poudre maigre dans l'UE a perdu 80 €/t en 4 semaines. Ramené à 2 540 €/t, il demeure correct, supérieur de 32% à son bas niveau de l'an dernier à pareille époque. La cotation ATLA en France a enregistré une baisse plus prononcée, de -160 €/t en 5 semaines, qui l'a ramenée à 2 510 €/t en semaine 10.

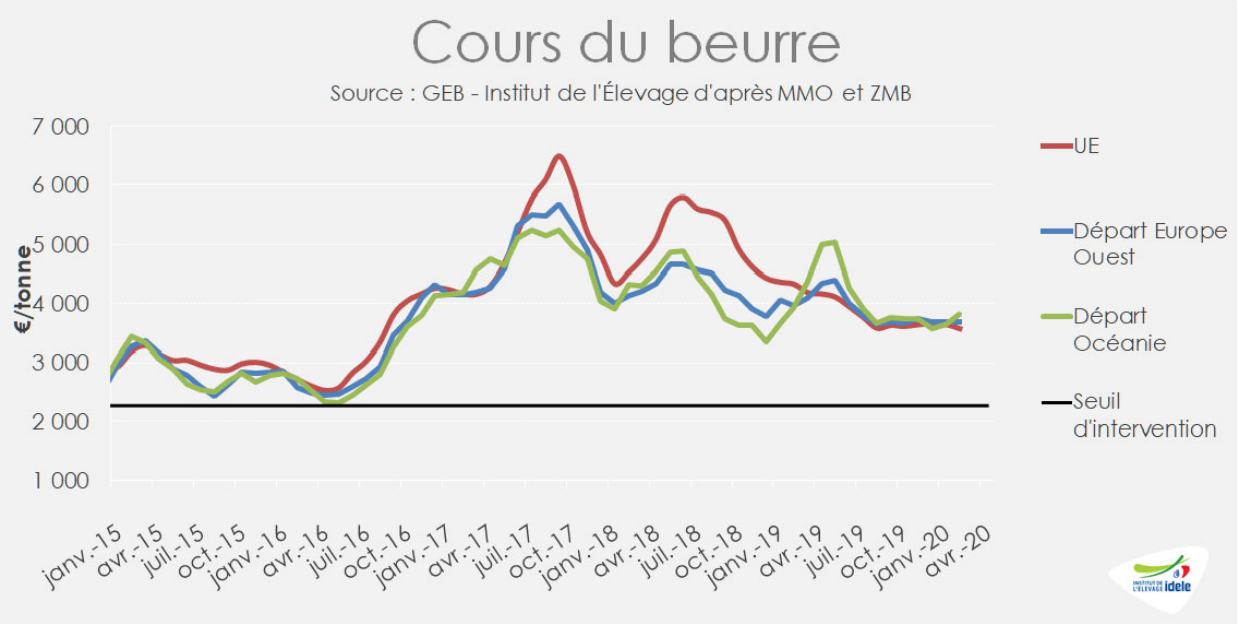


Jusqu'en janvier, le marché était ferme et bien orienté. Les disponibilités dans les principaux bassins exportateurs peinaient à satisfaire la demande plutôt dynamique sur les marchés mondiaux. Les fabrications européennes étaient au mieux stationnaires au dernier trimestre 2019. Les exportations européennes demeuraient étoffées grâce à la poursuite de la réduction des stocks « entreprise » tombés à des niveaux historiquement bas fin 2019. En janvier, les exportations européennes auraient au plus égalé le très bon niveau du début 2019. Aux États-Unis, les fabrications ont été relancées au 4ème trimestre 2019 (+10% /2018) dans le sillage de la reprise de la collecte. En janvier 2020 elles ont progressé plus modérément (+6% /2019). Dans le même temps, les exportations de poudre maigre en partance des États-Unis ont progressé de 20 000 t d'une année sur l'autre à 70 000 t. La Nouvelle-Zélande comme l'Australie ont moins exporté de poudre maigre faute de disponibilités. Les transformateurs ont privilégié les fabrications de poudres grasses et de fromages en Nouvelle-Zélande, de fromages et d'ultra-frais en Australie.

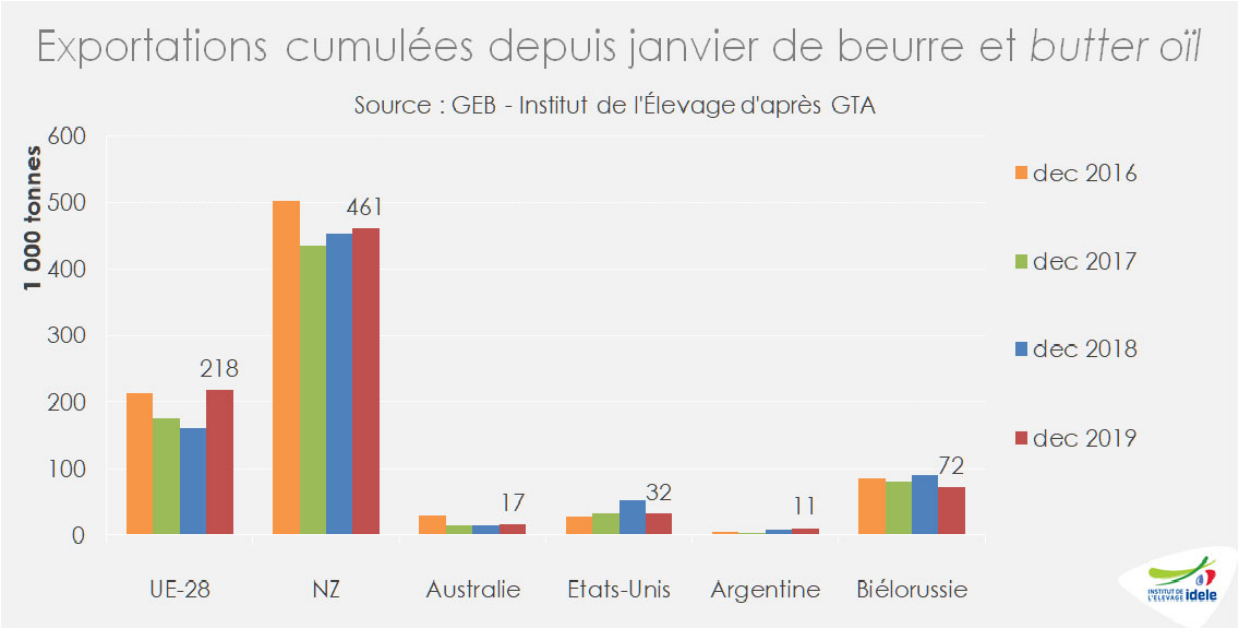


Les cours du beurre décrochent aussi

Le cours du beurre sur le marché européen a lui aussi fléchi, après avoir été stable pendant près de six mois. La cotation ALTLA sur le marché spot a perdu 180 €/t en 4 semaines, revenant à 3 420 €/t début mars soit une baisse de 17% en un an. A l'échelle de l'UE, le prix moyen du beurre a moins chuté en février, de près 100 €/t sur 4 semaines pour revenir à 3 526 €/t en semaine 9. Il est désormais rejoint par le prix du beurre aux États-Unis qui poursuit une glissade amorcée depuis mi-2019, de plus de 1 000 €/t. Le cours du beurre néo-zélandais a moins baissé en février, probablement faute de disponibilités.

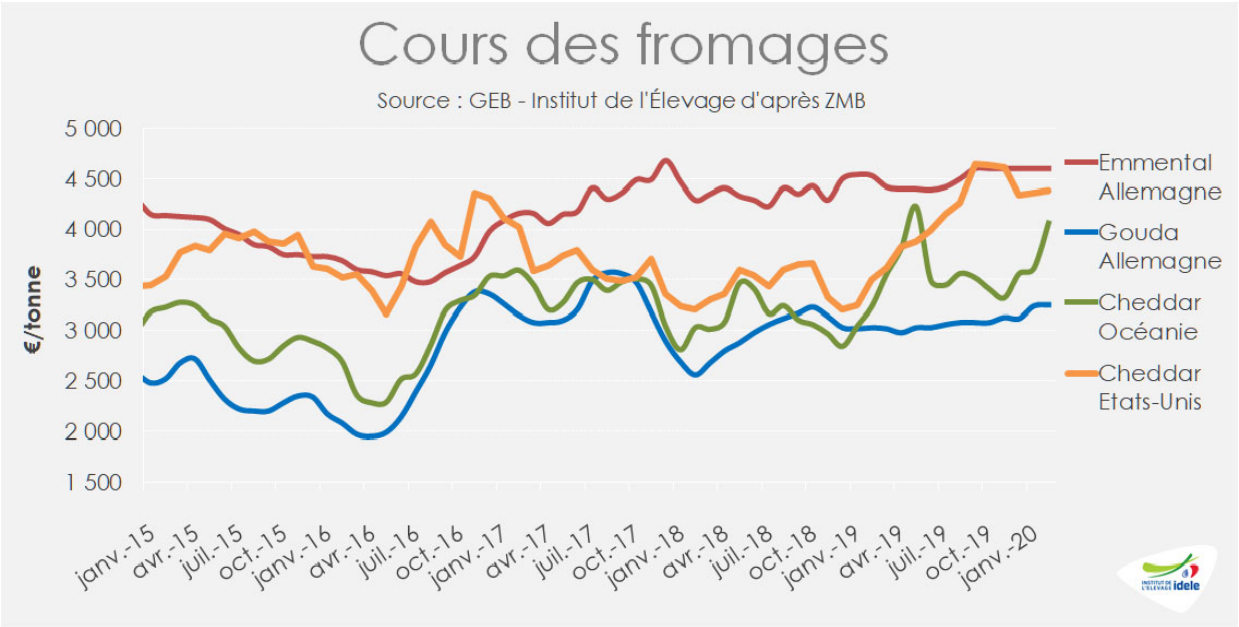


Les fabrications européennes de beurre sont plutôt contenues depuis le 4ème trimestre 2019 (-3% d'un automne à l'autre), car les transformateurs privilégient les fabrications de fromages. Malgré cela, les exportations européennes de beurre, redevenues compétitives sur le marché mondial, sont demeurées élevées grâce à des stocks conséquents constitués pour une bonne part au printemps. En janvier 2020, elles ont au plus égalé le niveau de l'an dernier. Aux États-Unis, avec des fabrications stables en janvier et des stocks peu élevés, les exportations ont fléchi (-25%), tandis que les importations ont bondi de 18% d'une année sur l'autre pour satisfaire une demande intérieure bien orientée. Les envois néozélandais ont aussi au mieux égalé leur niveau de l'an dernier en janvier, après avoir été plutôt dynamiques au 4ème trimestre 2019, les stocks de report étant probablement moins élevés que début 2019.



Stabilité des cours des fromages

Jusqu'à la mi-mars, le marché des fromages ingrédients était calme. En Allemagne, la cotation du gouda était stationnaire à 3 250 €/t depuis début janvier (+6% /2019). Le cours du cheddar était bien orienté sur la seconde moitié de février (dernière période disponible), légèrement haussier à 4 175 €/t soit +14% /2019. Le cours du cheddar états-unien a de son côté amorcé un léger repli depuis la mi-février, après s'être fortement apprécié de plus de 1 000 $/t en un an à 4 846 $/t en janvier 2020 (4 366 €/t). Proche du prix du gouda allemand début 2019, le cours du cheddar a rejoint le cours de l'emmental début 2020. Cette envolée des cours a relancé tardivement les fabrications américaines qui couvraient difficilement la demande intérieure et les opportunités. Malgré cela, les stocks de fromages sont demeurés relativement élevés fin 2019 aux États-Unis. En janvier, les fabrications de fromages ont faiblement progressé (+0,6% /2019) et les exportations comme les importations ont été quasi stables. De son côté la Nouvelle-Zélande a maintenu ses exportations de fromages.



Début 2020, la demande européenne mais aussi internationale de fromages demeurait ferme. Grâce à la reprise de la collecte, l'UE a relancé ses fabrications de fromages en décembre et probablement janvier. A la faveur de stocks conséquents début 2020, les exportations européennes de fromages ont été probablement dynamiques en janvier et supérieures à celles de janvier 2019. En somme la demande internationale était ferme jusqu'à la propagation mondiale du Covid-19.

Dans les prochaines semaines, la baisse des cours de la poudre maigre devrait se prolonger, à un rythme difficile à prévoir tant les inconnues sont nombreuses, et s'étendre aux cours des poudres grasses puis des fromages. Même si les marchés paraissent encore plutôt équilibrés, les acheteurs vont reporter leurs achats et ainsi accélérer la tendance baissière. On peut donc craindre des décrochages de prix sans commune mesure avec la situation réelle des marchés.

Le cours de l'agneau français reste soutenu

Le cours de l'agneau français a entamé sa hausse saisonnière à l'approche de Pâques, avec toutefois deux semaines de retard tandis que les festivités ont lieu une semaine plus tôt cette année. Il reste à des niveaux élevés par rapport aux années précédentes, mais la pandémie de coronavirus, qui s'accentue en France, suscite de vives inquiétudes : la demande sera-t-elle au rendez-vous ?

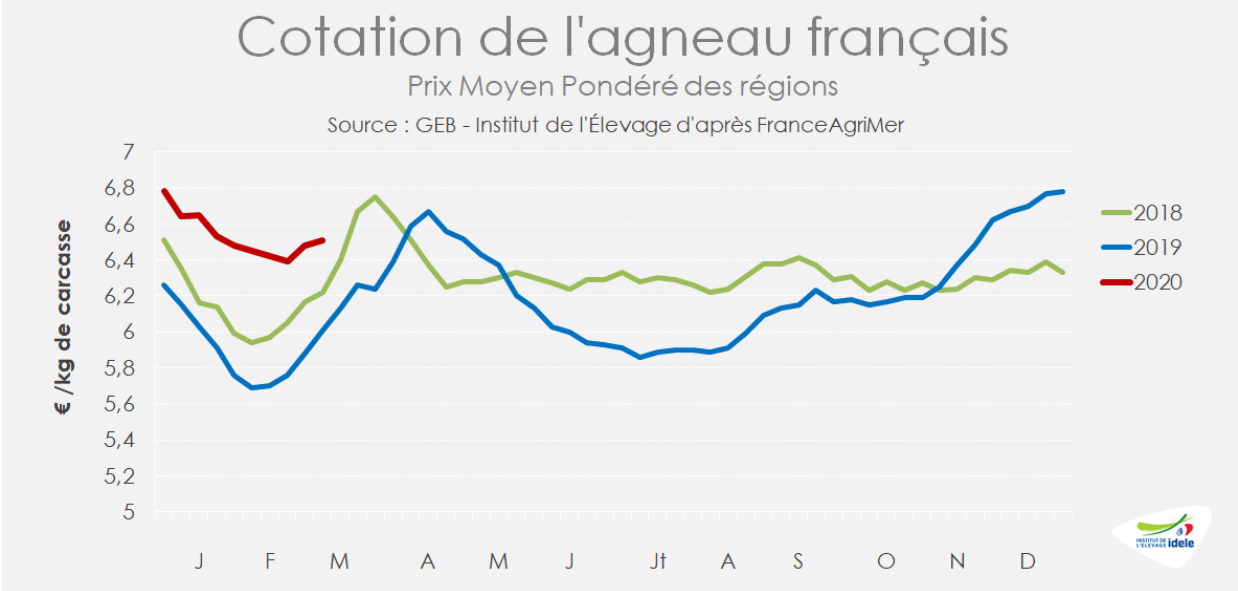
Viande ovine » France »

La cotation de l'agneau français a entamé sa remontée saisonnière

Début 2020, la production abattue est contenue par des exportations de vifs dynamiques. Avec des importations de viande ovine elles aussi en recul, les faibles disponibilités ont limité la baisse saisonnière de la cotation.

Le cours de l'agneau français en hausse à l'approche de Pâques

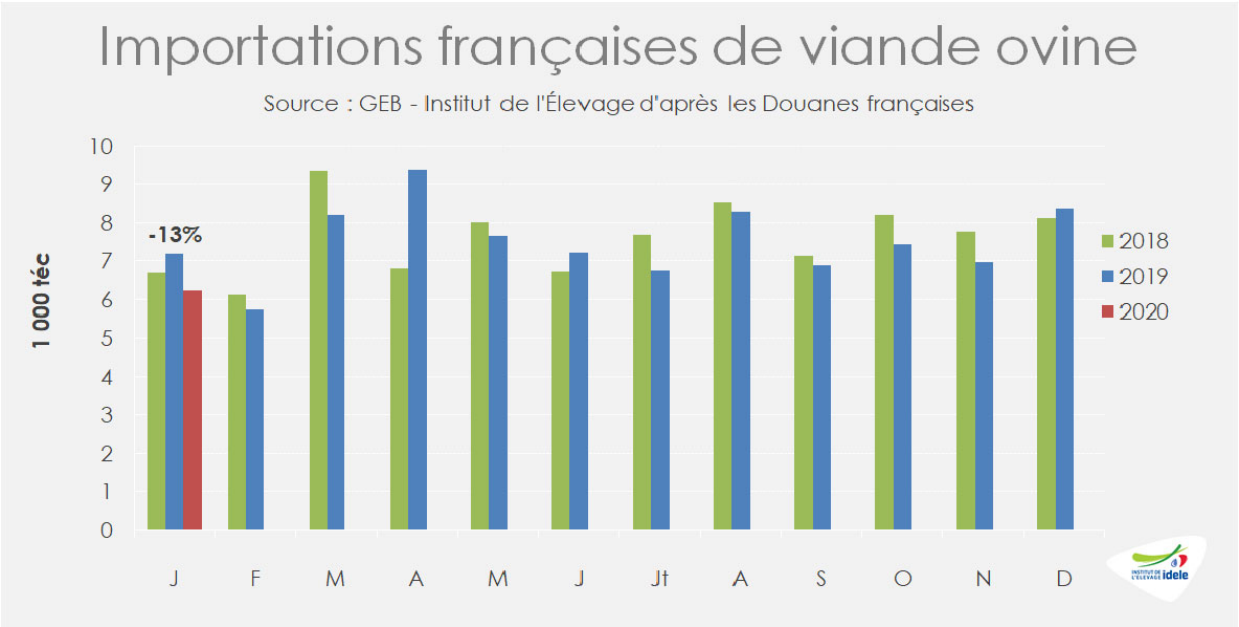
En moyenne sur les 10 premières semaines de 2020, le cours de l'agneau français est plus élevé de 0,62 €/kg d'une année sur l'autre. L'offre reste toujours modeste à l'approche de Pâques, ce qui maintient la cotation à un niveau élevé par rapport à l'an passé. La hausse saisonnière a démarré deux semaines plus tard qu'en 2019 alors que Pâques se célèbrera une semaine plus tôt.



Les opérateurs redoutent que la reprise du cours de l'agneau français, propre à cette période de l'année, ne soit freinée par l'épidémie actuelle de coronavirus. En effet, on constate d'ores et déjà une baisse de la fréquentation des restaurants, mais de nouvelles mesures sanitaires, plus restrictives, pourraient encore davantage ralentir les achats de viande d'agneau par les ménages français. On peut en effet s'attendre à un report de consommation de la RHD vers la GMS, mais ce report va probablement pénaliser la consommation d'agneau (qui a beaucoup lieu hors domicile).

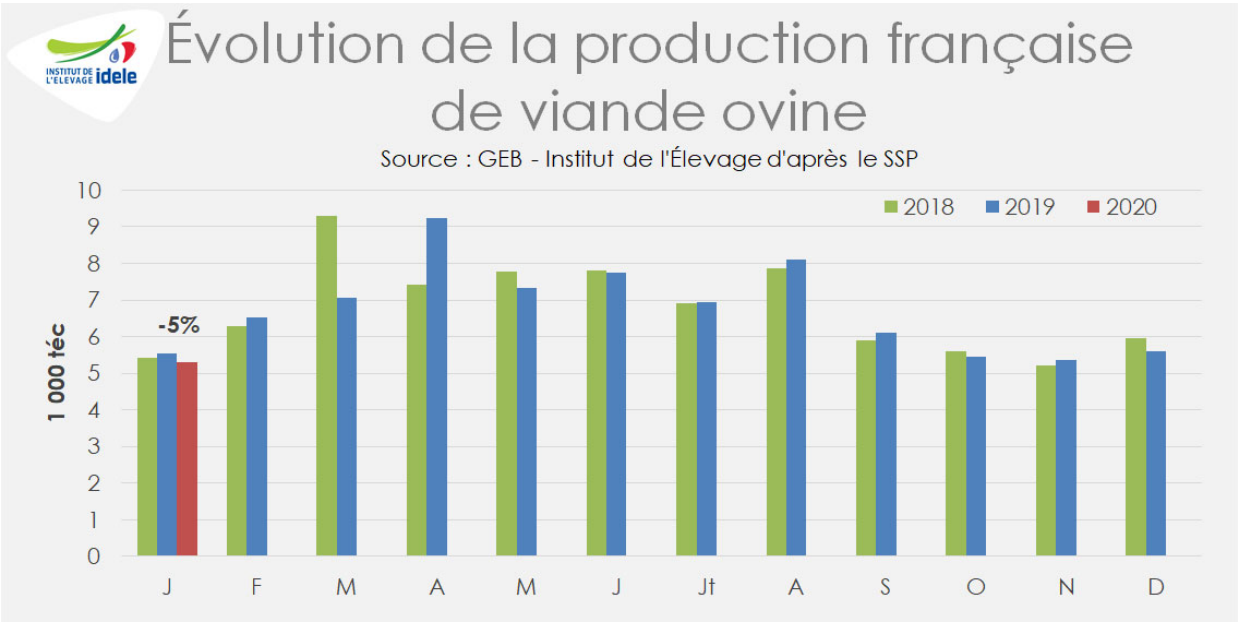
Des importations françaises en net retrait début 2020

Après un regain en décembre, les importations françaises de viande ovine ont de nouveau baissé de façon conséquente en janvier 2020. Hormis en provenance d'Irlande (+9% /janv.2019), les envois des principaux fournisseurs ont nettement reculé : -11% du Royaume-Uni, -48% de Nouvelle-Zélande (moitié moins que l'an passé !) et -39% d'Espagne. L'Espagne reste toutefois le 3ème fournisseur de la France dépassant de peu la Nouvelle-Zélande, comme ce fût le cas en 2019.



La production française se replie sous l'effet d'exportations de vifs dynamiques

La production nationale de viande ovine poursuit sa dynamique baissière en janvier 2020. En effet, on enregistre une baisse des volumes abattus de -5%, tous ovins confondus. Les abattages d'agneaux ont reculé (-5% soit – 13 600 têtes /2019), avec des poids de carcasse stables, tandis que le léger alourdissement des réformes (+0,4 kg /2019) a compensé la baisse des effectifs d'ovins adultes abattus (-1% /2019).

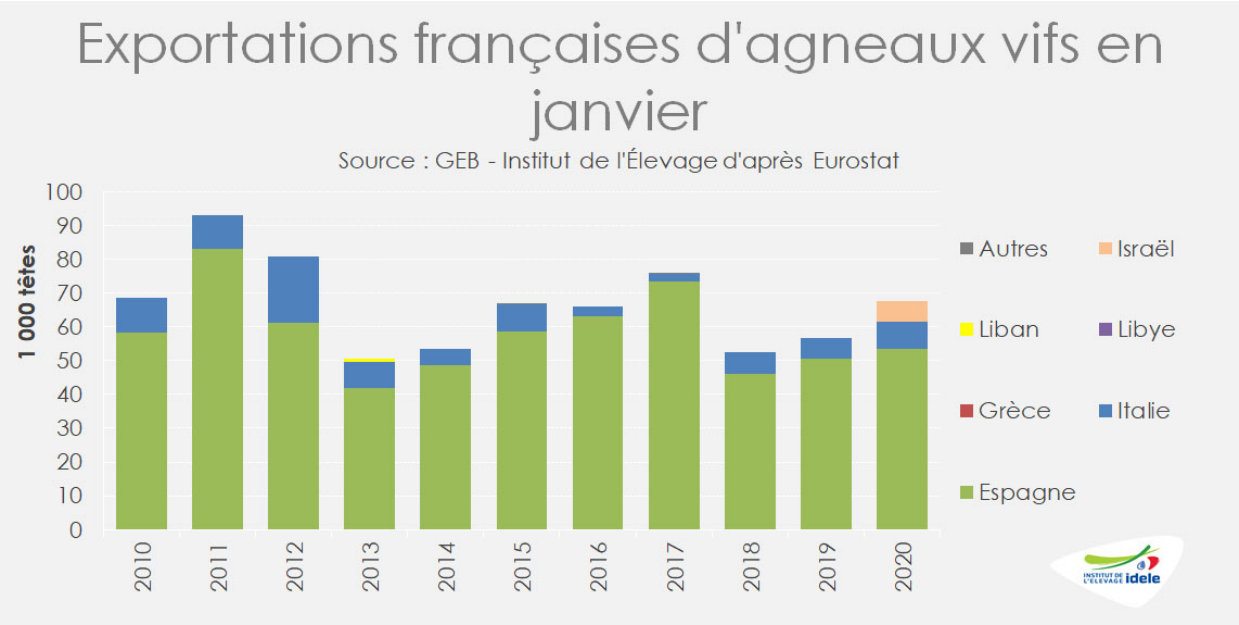


La baisse des abattages serait consécutive à une hausse des exportations d'agneaux Lacaune, notamment fin 2019, qui a entraîné une diminution des effectifs engraissés en France et fait mécaniquement monter leur prix, décourageant les abatteurs. La situation serait la même en février (production nationale en recul).

La consommation de viande ovine calculée par bilan a été stable en 2019 par rapport à 2018. En janvier 2020, elle a logiquement baissé faute de disponibilités. Cette tendance va certainement perdurer dans les prochains mois, d'autant que les Français vont moins aller au restaurant durant la pandémie de coronavirus.

Début d'année dynamique pour les exportations de vifs

L'année 2020 débute comme celle de 2019 s'est terminée pour les envois de vifs. En janvier, les exportations d'agneaux vifs ont bondi de 19% d'une année sur l'autre, grâce notamment à une nouvelle vente enregistrée vers Israël, de quasiment 6 000 agneaux. L'évolution des exportations d'ovins adultes est également positive avec une progression de 26% ce même mois, principalement du fait de la forte demande italienne.



Viande ovine » UE et monde »

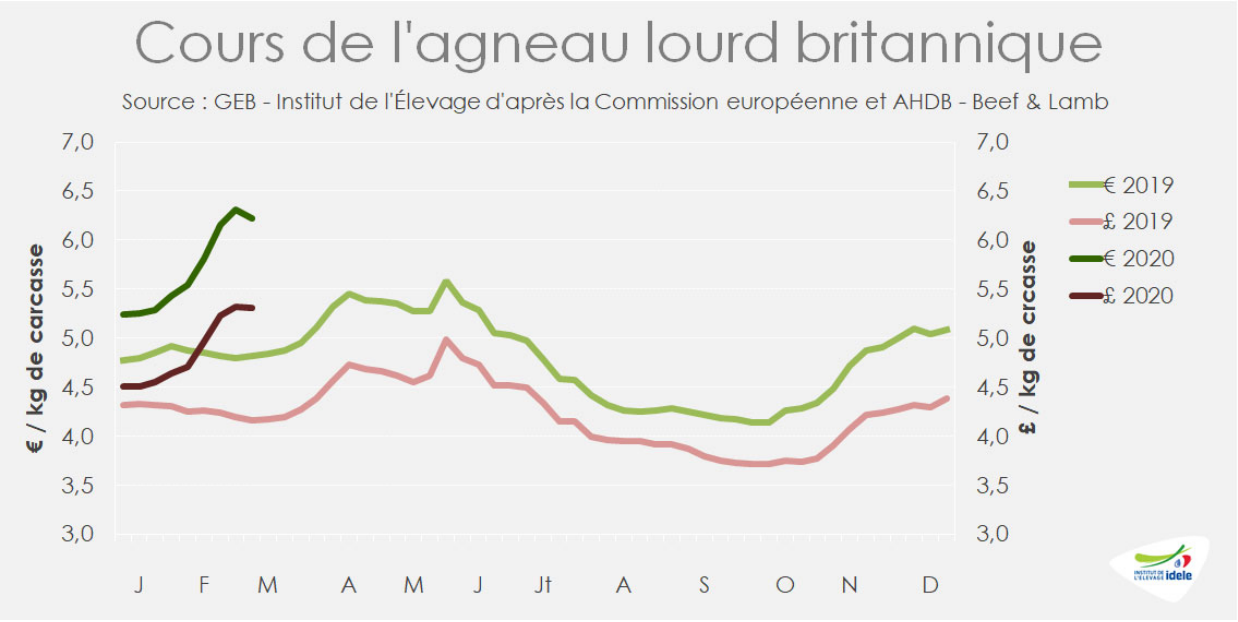
L'offre mondiale continue de baisser

Alors que le cours est élevé dans les divers pays producteurs de l'UE, la Nouvelle-Zélande subit une chute d'activité commerciale notamment avec la Chine. En Australie, après les nombreuses sécheresses et incendies consécutifs, le cours de l'agneau continue de flamber, sous l'effet d'une offre en fort repli.

ROYAUME-UNI : la cotation de l'agneau britannique s'envole

Malgré des achats moroses, la cotation britannique s'est envolée, face à une offre très limitée début 2020. Le cours a entamé une baisse en semaine 9 (se terminant le 1er mars), mais reste à un niveau particulièrement élevé : supérieur de 1,41 €/kg à son niveau de l'an dernier !

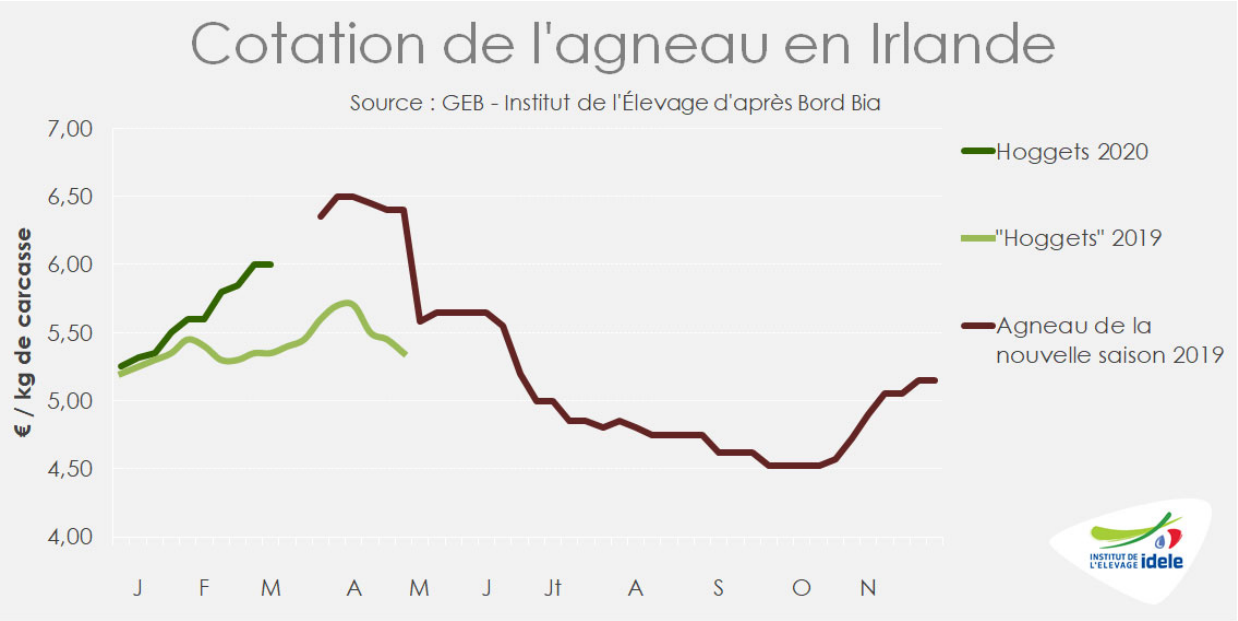
La légère hausse des abattages d'agneaux (+1% /2019) n'a pas contrebalancé la nette baisse des réformes (-10%), engendrant une baisse de -1% de la production britannique en janvier 2020 (poids de carcasse stables dans l'ensemble).



Selon Defra, les importations mais aussi les exportations de viande ovine ont reculé au Royaume-Uni en janvier 2020. L'offre commence réellement à manquer.

IRLANDE : le cours du « Hogget » prend de la hauteur

Début 2020, la cotation de l'agneau irlandais âgé de 12 à 24 mois, appelé « Hogget », connaît une hausse saisonnière nettement plus prononcée que l'an dernier (+0,65 €/kg en moyenne sur dix semaines). La situation des agneaux britanniques et français (cotations aussi particulièrement élevées) explique en partie l'état de la cotation irlandaise.

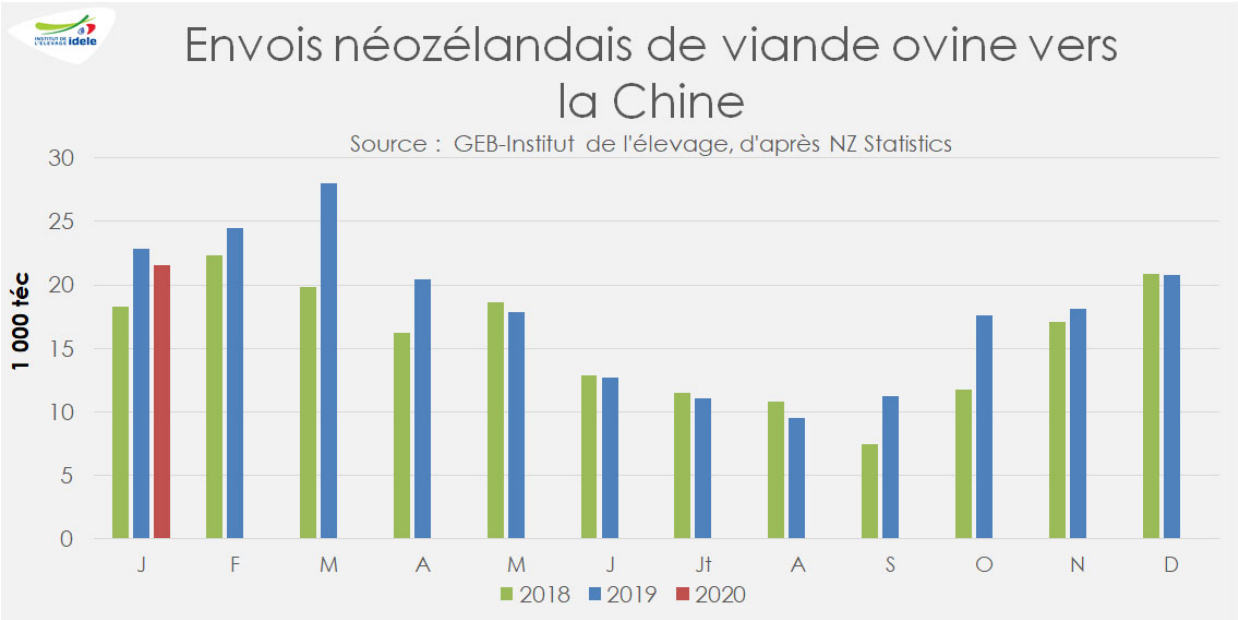


La demande est présente, face à des abattages en légère hausse : +14 500 agneaux abattus sur 10 semaines contre une baisse de -11 500 réformes. Ce déséquilibre offre-demande participe lui aussi à l'augmentation du cours irlandais, qui plafonne toutefois à 6,0 €/kg en semaines 9 et 10. Les abatteurs et les grossistes veillent à ne pas dépasser 6,0 €/kg.

Comme tout pays exportateur, l'Irlande redoute toutefois les effets de la pandémie de coronavirus sur la consommation de viande ovine en RHD.

NOUVELLE-ZÉLANDE : des envois vers la Chine qui se compliquent

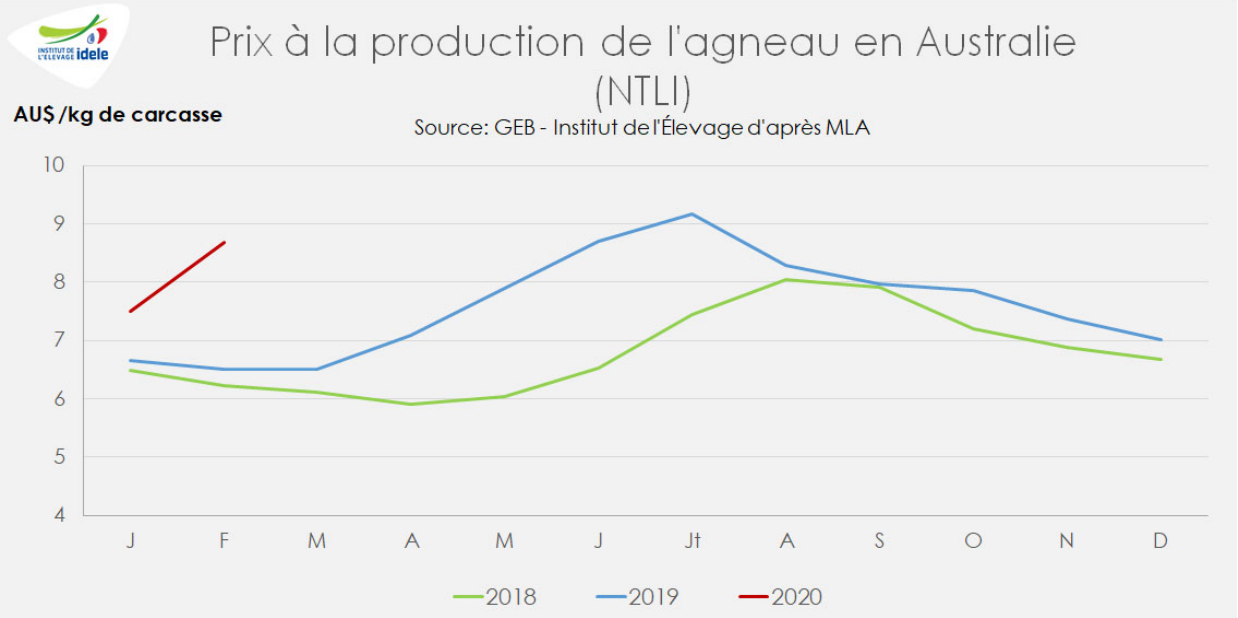
En janvier 2020, les envois néozélandais de viande ovine sont en hausse de +2% /2019, avec notamment un regain des envois vers l'UE (+13% /2019), dont +38% vers la France (approvisionnements à l'approche de Pâques) et stables vers le Royaume-Uni. Un élément interpellant est la baisse notable des exportations néozélandaises vers la Chine (-7%, soit – 1 600 téc en janvier 2020 /2019). Cette diminution s'explique par la pandémie de coronavirus. Cette épidémie a figé l'économie chinoise et engendré des retards dans la manutention du fret dans les ports, menant *in fine* à une baisse des exportations néozélandaises de viande ovine. Cela a eu comme conséquence directe de faire baisser le prix néozélandais de la viande ovine, face à une hausse de leur disponible en janvier (la viande ovine prête pour la Chine est finalement restée en Nouvelle-Zélande).



En février, l'activité commerciale de la Chine s'est également effondrée (typique du nouvel an lunaire mais accentuée cette année). La demande des consommateurs chinois – qui atteint généralement un sommet avant et pendant le nouvel an lunaire – a également été réduite.

AUSTRALIE : forte baisse de la production prévue dans les prochains mois

Alors qu'elles étaient orientées à la hausse en janvier 2020, les exportations de viande ovine australiennes ont chuté en février d'une année à l'autre (-9%), avec des expéditions vers la Chine qui ont presque diminué de moitié. La situation devrait toutefois s'améliorer rapidement, les ports chinois ayant repris leur activité, bien qu'ils aient encore besoin de traiter d'importants conteneurs.



Malgré cette incertitude, les prix australiens des ovins et bovins ont enregistré une hausse très forte au cours du mois de février, grâce à des pluies abondantes dans les principales régions d'élevage. Face à cette flambée des cours, les abattoirs nationaux vont devoir cesser une bonne partie de leur activité dans les prochains mois (-45% d'abattages sur les 3-4 prochains mois, selon « Rural Bank »).

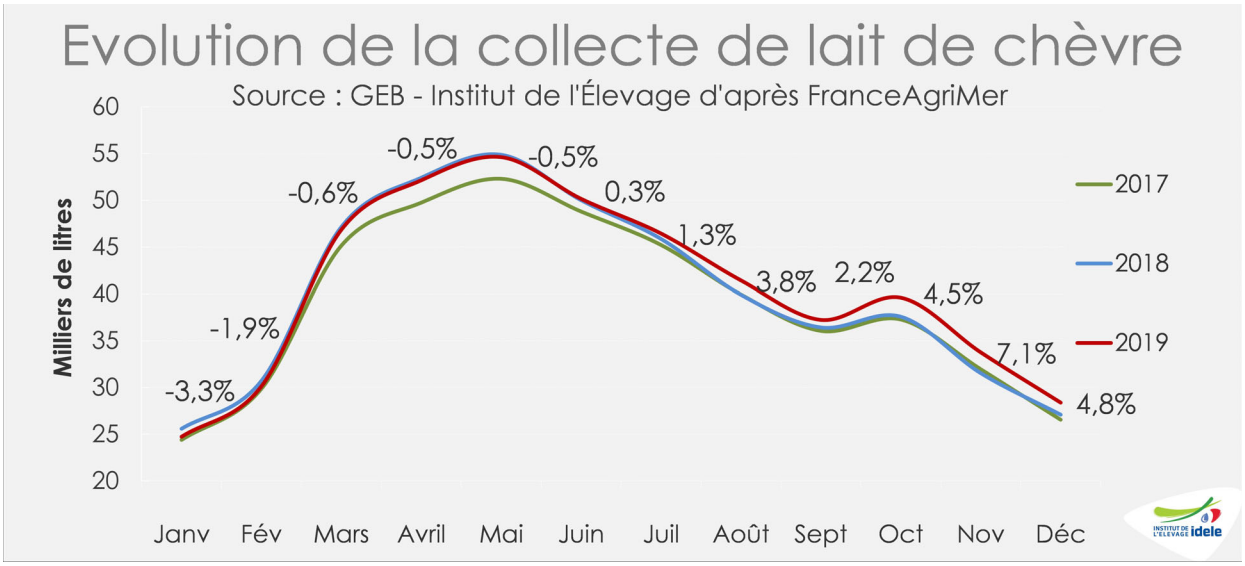
Une hausse de collecte malgré tout insuffisante

Rétablie au second semestre, la collecte française a somme toute légèrement progressé en 2019 (+1,2% /2018). Les importations sont demeurées faibles faute de disponibilités en Espagne et au Pays-Bas.

Une collecte en hausse, malgré tout insuffisante

Rétablie au second semestre, la collecte annuelle française a légèrement progressé en 2019 (+1,2% /2018). Les importations sont demeurées faibles faute de disponibilités en Espagne et au Pays-Bas.

Rattrapage tardif de la collecte de lait de chèvre

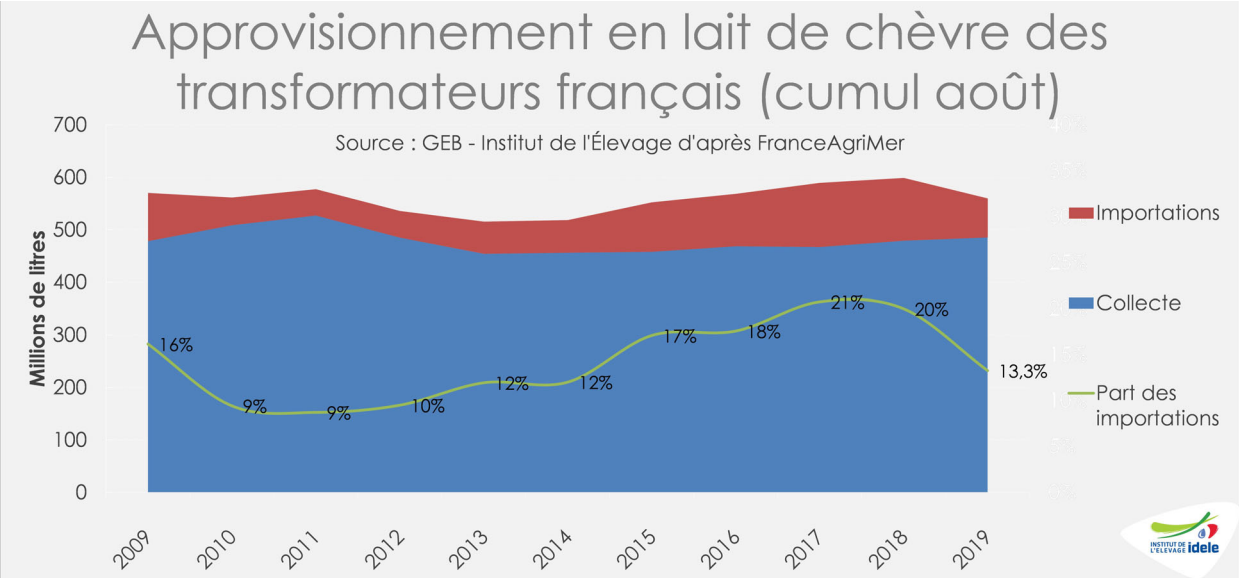


Après un démarrage laborieux au premier semestre (-1% /2018 cumulés en juin), la collecte nationale de lait de chèvre a été orientée à la hausse malgré l'épisode climatique de l'été. Ainsi, à 485 millions de litres sur l'ensemble de l'année 2019, la collecte a dépassé de 1,2% le niveau atteint en 2018 (+6,3 millions de litres). La collecte du mois d'août était déjà 4% supérieure à celle de 2018, mais c'est surtout le mois d'octobre qui a permis cette reprise, avec ses 2 millions de litres supplémentaires par rapport au même mois l'année dernière (+7% /2018).

La Nouvelle-Aquitaine, première région productrice avec 45% de la collecte annuelle, enregistre une érosion de sa collecte de -1% /2018. Celle des Pays-de-la-Loire, deuxième région productrice de lait de chèvre avec 20% des livraisons nationales, est demeurée dynamique (+5% d'une année à l'autre). la collecte de l'Occitanie,13% de la collecte nationale, a aussi évolué favorablement (+3% /2018).

Forte baisse des importations en 2018

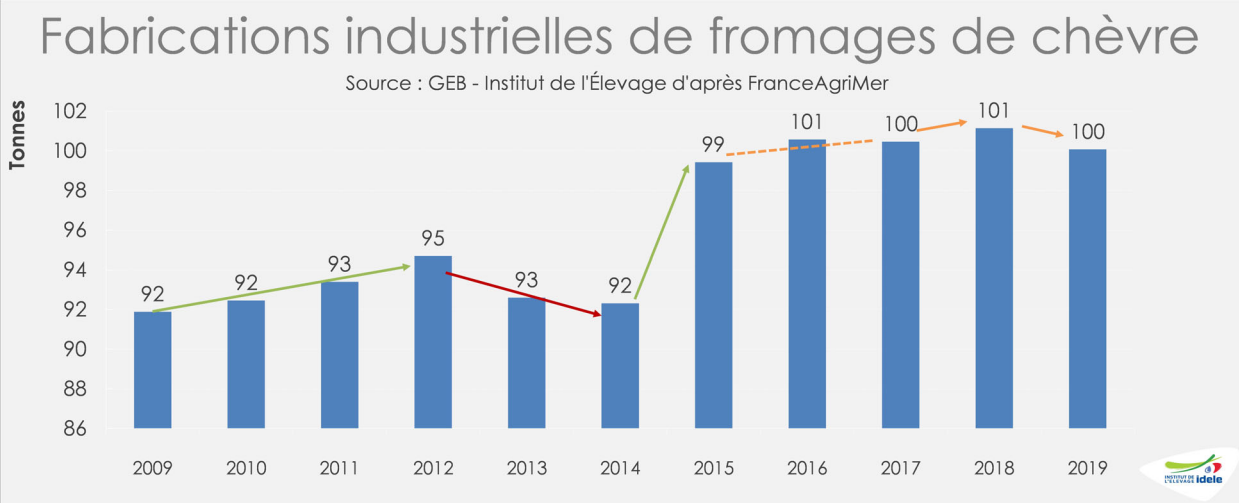
Si la collecte française a progressé, les importations ont en revanche fortement reculé tout au long de l'année, de -38% /2018. En 2019, elles ont représenté seulement 13% des approvisionnements en lait de chèvre des transformateurs français (contre 20% en 2018). La fourniture globale du marché s'est pour sa part contractée de -7% d'une année sur l'autre, mais l'écart avec les années précédentes a pu être rattrapé grâce à la dynamique de la collecte nationale, notamment au deuxième semestre. Ainsi, avec 64 millions de litres importés et 485 millions de litres collectés en 2019, la ressource laitière achetée par les transformateurs français s'est élevée à 559 millions de litres (contre presque 600 en 2018).



Les fabrications sont maintenues

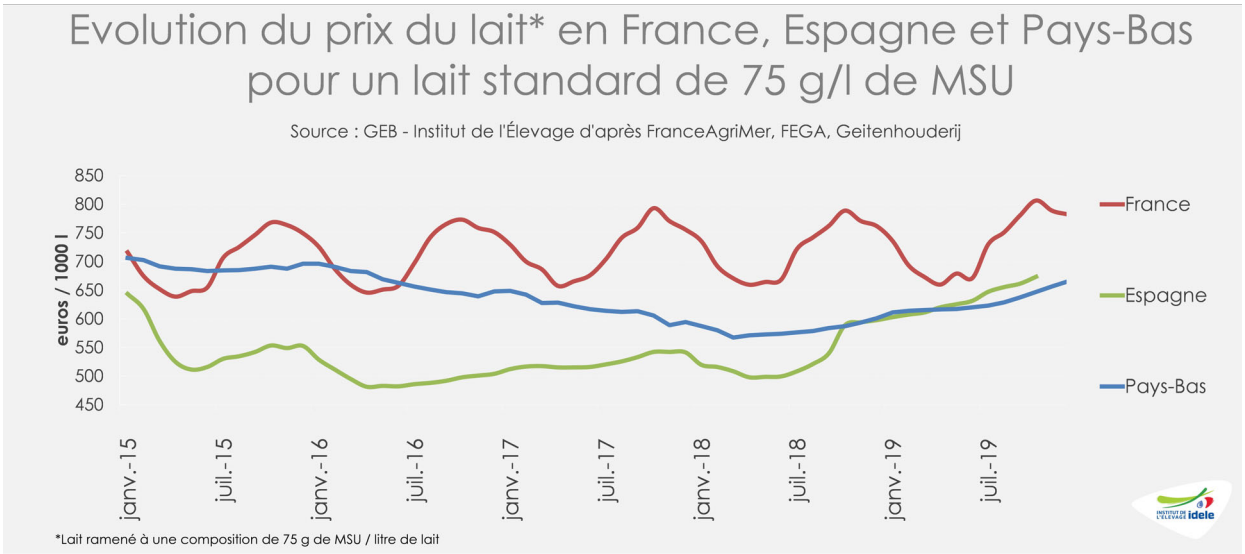
Malgré le moindre approvisionnement, les fabrications de fromages de chèvre n'ont reculé en 2019 que de 1% d'une année sur l'autre (-1 000 t à 100 000 t). Les fabrications de fromages de chèvre affichent une relative stabilité depuis la fin de la crise caprine, avec des volumes qui fluctuent autour des 100 000 tonnes depuis 2015.

Les transformateurs ont limité la baisse des fabrications grâce à une faible reconstitution des stocks de produits de report, nécessaires à la fourniture du marché en fin d'année. Ramenés à un peu plus de 3 000 t en fin d'année, ils ont ainsi baissé de 40% d'une année sur l'autre.



Les prix en Espagne et aux Pays-Bas toujours à la hausse

La demande française de lait de chèvre se fait sentir au-delà des frontières nationales. Dans ce contexte de baisse d'approvisionnement du marché français, les collecteurs des pays voisins ont révisé leur prix d'achat du lait de chèvre. Le prix payé en Espagne, historiquement plus bas, a dépassé celui payé aux Pays-Bas en avril 2019. En octobre 2019, les collecteurs espagnols ont payé 8,98 €/kg de MSU (+14% /2018), tandis que les néerlandais ont versé 8,63 €/kg de MSU (+10% /2018). Ainsi, le prix du lait de chèvre espagnol a été 4% supérieur au prix néerlandais et 16% inférieur au prix français.


Evolution du prix du lait* en France, Espagne et Pays-Bas pour un lait standard de 75 g/l de MSU
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, FEGA, Geitenhouderij
euros / 1000 l
850
800
750
700
650
600
550
500
450
janv.-15
juil.-15
janv.-16
juil.-16
janv.-17
juil.-17
janv.-18
juil.-18
janv.-19
juil.-19
France
Espagne
Pays-Bas
*Lait ramené à une composition de 75 g de MSU / litre de lait

Une filière caprine néerlandaise conquérante mais rattrapée par les problématiques sanitaires et environnementales



En quelques décennies, les Pays-Bas sont devenus un acteur majeur sur le marché du lait de chèvre de l'UE. En dépit d'un cheptel caprin relativement réduit, 590 000 têtes, ils se sont hissés au rang de 3ème rang européen, derrière la France et l'Espagne, avec près de 15% de la production européenne de lait de chèvre.

La production de lait de chèvre, quasi inexistante dans les années 90, a connu depuis un essor fulgurant. Le secteur s'est révélé une alternative aux autres productions d'élevage, plus particulièrement au lait de vache, lors des grands « chocs » politiques (mise en place des quotas laitiers ; mise en œuvre de la Directive Nitrates) et sanitaires (crise de l'ESB). La filière s'est ainsi progressivement construite, d'abord pour répondre à la demande des transformateurs français puis à une industrie néerlandaise naissante.

L'amont s'est structuré sur des exploitations familiales de grande taille, avec des systèmes relativement homogènes, hors-sol, simples et efficaces. Si le système alimentaire est coûteux, les performances économiques reposent sur une très forte productivité du travail, qui a poussé les structures à s'agrandir fortement. La rentabilité de la production observée depuis les 5 dernières années, grâce à une conjoncture caprine extrêmement favorable, a fait sortir la filière caprine de son statut de simple alternative. De nombreux éleveurs ont investi pour développer leur production et de nombreux investisseurs se sont impliqués dans la filière, ce qui a provoqué une accélération rapide de la croissance de la production.

L'aval s'est structuré autour d'un nombre réduit de transformateurs qui bénéficient en outre de frais de collecte faibles, dans un pays dont la superficie ne représente que le treizième de celle de la France. Très orientées vers l'exportation de lait vrac dans un premier temps, pour compléter les besoins des transformateurs français notamment, les entreprises laitières se sont progressivement impliquées dans la transformation du lait de chèvre. La gamme de produits néerlandais s'est élargie : des fromages à pâtes pressées traditionnels, type gouda de chèvre, aux fromages lactiques d'inspiration française, principalement pour le marché européen mais aussi vers les pays tiers. A ces fabrications fromagères, se sont rajoutées les fabrications de poudres de lait, autrefois considérées comme un produit de dégagement, qui sont récemment devenues le moteur de la transformation néerlandaise… pour répondre à la demande chinoise de poudres de lait infantile en plein boom.

De telles évolutions témoignent d'une filière dynamique, qui a su se développer, évoluer et s'adapter pour diversifier ses produits et ses débouchés. Néanmoins, alors que les grandes filières d'élevage (bovin lait, porc et volaille) sont aujourd'hui très impactées par la réduction draconienne des émissions d'azote et de phosphore, la filière caprine semble avoir perdu son statut de production « refuge ». Autrefois « sous les radars », elle est aussi progressivement rattrapée par des questions sanitaires, environnementales, mais aussi sociétales qui pourraient conditionner son développement futur. À tel point que l'avenir de la filière néerlandaise pourrait se situer désormais… dans les Flandres belges voisines.